

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 147
N° 3

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Tenuare 1998

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Décret n° 97-1222 du 26 décembre 1997 relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière, au retrait de la circulation et à la destruction des véhicules terrestres en Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 6 DRCL du 7 janvier 1998)

91

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 990 BAJC du 23 décembre 1997 portant démission d'office de M. Lévy Tufaimea, conseiller municipal de la commune de Huahine.

95

Arrêté n° 514 DAF/PERS du 24 décembre 1997 modifiant l'arrêté n° 441 DAF/PERS du 5 novembre 1997 portant délégation de signature à M. Pierre Verin, président de l'université française du Pacifique.

95

EXTRAITS

Arrêtés n° 981 et n° 982 FIP du 22 décembre 1997 portant attribution de subventions au titre du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) : - équipement des services communaux d'incendie et de secours 1997, commune de Mahina, îles du Vent, installation d'un réseau de communication radio destiné au service de lutte contre l'incendie ; - schémas directeurs d'alimentation en eau potable 1997, Hiva Oa, îles Marquises, fourniture et pose de compteurs

96

Arrêtés n° 993 et n° 994 CAB/DPC du 24 décembre 1997 fixant les résultats des examens pour un certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, le 12 décembre 1997 à la mairie de Tiarei, et le 28 novembre 1997 à la C.O.G. du RIMAPP (Tahiti)

96

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 7 CM du 6 janvier 1998 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Albert Buillard pour la réalisation d'une maison d'habitation sur la parcelle n° 4 de la terre Tetiamoarii sise à Papeete, Paofai

97

Arrêté n° 10 CM du 6 janvier 1998 fixant l'organisation budgétaire des opérations à destination spéciale dans les établissements publics territoriaux.

97

EXTRAITS

Annexes à l'arrêté n° 1401 CM du 16 décembre 1997 fixant les normes et les conditions de rejet des eaux usées provenant d'un assainissement collectif public ou autonome, paru au J.O.P.F. n° 52 du 25 décembre 1997, page 2708	99
Arrêté n° 1519 CM du 31 décembre 1997 portant modification des arrêtés n° 701 CM du 17 juillet 1997, n° 735 CM du 23 juillet 1997, n° 926 et n° 927 CM du 15 septembre 1997 ordonnant le règlement et le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues à certains propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (de la rivière de Matalia au pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia.	99
Arrêté n° 1520 CM du 31 décembre 1997 portant modification de l'arrêté n° 736 CM du 23 juillet 1997 ordonnant le versement à la Caisse des dépôts et consignations de certaines indemnités dues aux propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines dans la commune de Punaauia.	100
Arrêté n° 1521 CM du 31 décembre 1997 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 11 à n° 14-97 et n° 16-97 du 10 octobre 1997 de la Chambre d'agriculture et d'élevage	101
Arrêtés n° 1522 et n° 1523 CM du 31 décembre 1997 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 1 et n° 2-97 du 22 avril 1997 adoptant le compte financier 1996 et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1996 du conseil d'administration de l'école normale mixte de Polynésie française.	101
Arrêtés n° 4 à n° 6 CM du 5 janvier 1998 fixant les prix de vente des sucres, du riz conditionné en sachets de 1 kg et de la farine de froment panifiable conditionnée en sacs de 50 kg, importés par voie d'appel d'offres en Polynésie française.	101
Arrêté n° 8 CM du 6 janvier 1998 habilitant le Président du gouvernement à signer une convention d'exploitation d'un hélicoptère bombardier d'eau	102
Arrêté n° 11 CM du 7 janvier 1998 approuvant et rendant exécutoires trois délibérations prises par le conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes en sa séance du 12 décembre 1997.	102
Arrêté n° 12 CM du 7 janvier 1998 autorisant la S.A.R.L. S.P.L.A. Europcar à occuper un emplacement du domaine public fluvial, au droit de la parcelle n° 2 du lot 2 de la terre Taotaoa, avenue du Prince-Hinoui, commune de Papeete. .	102
Arrêté n° 13 CM du 7 janvier 1998 portant remise de pénalités à l'entreprise Polytra, titulaire du marché n° 97-137 pour la construction des ateliers relais de Tipaerui, commune de Papeete	102
Arrêtés n° 14 à n° 59 CM du 8 janvier 1998 accordant le bénéfice de licences de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française à Mme Tearaitua Norma Amaru, MM. Alain Ariotima, Naio Ariotima, Marc Atiu et Luis Carlos Marcal de Mendonca Barroco, Mme Clark Ginette, MM. Halley Mahina Ellis, Francis Falchello, Pitori Gibert, Maxime Tuhiva Harry, Yan Heyman, Franck Huang, Alexandre Pita Keck, Flavien Koheatiu, Jean Lai, Louis Serge Lalanne, Julien Leu, André Ley, Raitupu Manutahi, Jacques Maono, Taputu Mapuhi, Tinihauarii Mare, Dominique Moeau, Thomas Moua, Ferdinand Paitia, Marcel Poetai, Alain Relmy, Manuel Taaroa, Francis Andrew Sanford, Ralph Tearea, Puaiarii Otis Tahuuatama et Georgy Talarui, Mme Taurei née Taimana Taronu, MM. Neal Teahui et Roméo Tefana, Mme Ginette Tehuritaua, MM. Pierre Teiefitu, Terii Tetu, Ariorai Félix Tipaon, Roger Toatiti, Tupana Piero Tupana, André Tutavae, Jaroslav Veselsky, Johnny Varney, Laurent Wong et Jean-Luc Yu Hing .	103
Arrêté n° 61 CM du 8 janvier 1998 portant répartition partielle des crédits de paiement de l'exercice 1998	116

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêtés n° 1172 à n° 1176 PR du 31 décembre 1997 relatifs à l'exercice des attributions du vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications, du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, du ministre de la santé et de la recherche, porte-parole du gouvernement, du ministre de la culture et de la vie associative, et du ministre de l'environnement, chargé de la décentralisation	117
---	-----

Ministère des finances et des réformes administratives**EXTRAITS**

Arrêté n° 79 MFR du 7 janvier 1998 portant suppression de la régie d'avances du C.F.P.A. et mettant fin aux fonctions des régisseurs	118
Arrêté n° 115 MFR du 8 janvier 1998 portant modification de la nomenclature des comptes du territoire	118

Ministère des transports**EXTRAITS**

Arrêté n° 122 MTR du 8 janvier 1998 autorisant le navire Aremiti 2 à effectuer un ramassage scolaire aux Tuamotu Centre et Est (Hereheretue, Vairaatea, Amanu et Hao)	119
Arrêté n° 123 MTR du 8 janvier 1998 autorisant le navire Hotu Maru à effectuer un ramassage scolaire aux Tuamotu du Centre et de l'Ouest (Kauahi, Raroia, Nihiru, Hikueru et Marokau) lors de son voyage n° 1-98 du 7 janvier 1998.	119

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Arrêté interministériel du 12 décembre 1997 fixant les conditions d'accès à certains corps administratifs de catégorie B applicables aux élèves non classés des instituts régionaux d'administration. (J.O.R.F. du 27 décembre 1997, page 18931)	120
Arrêté interministériel du 16 décembre 1997 fixant le champ d'application et les taux unitaires de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne. (Extraits). (J.O.R.F. du 27 décembre 1997, page 18928)	121
Avis d'ouverture du concours d'admission en première année à l'Ecole des hautes études commerciales, réservé aux élèves des classes préparatoires économiques et commerciales et aux élèves de deuxième année des classes préparatoires littéraires (session de 1998). (J.O.R.F. du 31 décembre 1997, page 19491)	122
Avis d'ouverture du concours d'admission en première année à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, réservé aux élèves des classes préparatoires économiques et commerciales et aux élèves de deuxième année des classes préparatoires littéraires (session de 1998). (J.O.R.F. du 31 décembre 1997, page 19491)	122
Avis d'ouverture du concours d'admission en première année à l'Ecole des hautes études commerciales du Nord (session de 1998). (J.O.R.F. du 31 décembre 1997, page 19491)	122
Avis d'ouverture du concours d'admission en première année à l'Ecole supérieure de commerce de Lyon (session de 1998). (J.O.R.F. du 31 décembre 1997, page 19491)	122
Liste d'aptitude spéciale aux fonctions de président et de procureur de la République du second grade du 1er janvier 1998 (magistrature). (Extraits). (J.O.R.F. du 1er janvier 1998, page 54)	123

EXTRAITS

Décret du 31 décembre 1997 portant promotion et nomination. (J.O.R.F. du 1er janvier 1998, page 8)	123
Arrêtés ministériels du 16 décembre 1997 portant désignation des assesseurs des tribunaux pour enfants (1re et 2e listes). (J.O.R.F. du 27 décembre 1997, page 18933)	123
Arrêté ministériel du 23 décembre 1997 portant interdiction de vente aux mineurs et d'exposition d'une revue. (J.O.R.F. du 28 décembre 1997, page 19025)	123

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service des douanes.— Cours des changes (période du 15 au 28 janvier 1998 inclus)	123
Direction de la santé.— Diplômes enregistrés en 1997 par la direction de la santé pour l'exercice des professions paramédicales.	124
Office des postes et télécommunications.— 1°) Décision n° 97-21 DIRTEL du 12 décembre 1997 relative à la modification de la commercialisation de certains terminaux téléphoniques	127

2°) Décision n° 97-22 DIRTEL du 12 décembre 1997 relative à la commercialisation de l'ensemble téléphone répondeur et sans fil multicanal Amarys 465 SF	127
Service des affaires administratives.— Enquête publique :	
- Mlle Tareva Tinorua, commune de Fakarava	127

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	128
Annonces diverses	130

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUÉS

ARRETE n° 6 DRCL du 7 janvier 1998 portant promulgation du décret n° 97-1222 du 26 décembre 1997.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué en Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur le texte suivant :

— Décret n° 97-1222 du 26 décembre 1997 relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière, au retrait de la circulation et à la destruction des véhicules terrestres en Polynésie française, paru au J.O.R.F. du 28 décembre 1997, page 19012.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 janvier 1998.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Pour le secrétaire général absent :
Le directeur de cabinet,
Pascal BOLOT.

Décret n° 97-1222 du 26 décembre 1997 relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière, au retrait de la circulation et à la destruction des véhicules terrestres en Polynésie française

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer, et notamment son article 40 ;

Vu l'avis émis par le conseil des ministres de la Polynésie française le 16 juillet 1997 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'immobilisation, la mise en fourrière, le retrait de la circulation et la destruction prévus à l'article L. 25 du code de la route dans sa rédaction applicable en Polynésie française peuvent être décidés dans les cas et les conditions définis aux articles suivants :

Ces mesures ne font pas obstacle aux saisies ordonnées par l'autorité judiciaire ;

Elles ne s'appliquent pas aux véhicules participant à des opérations de maintien de l'ordre ;

Les dispositions concernant la mise en fourrière ne s'appliquent pas aux véhicules militaires.

CHAPITRE I^{er}

Immobilisation

Art. 2. — L'immobilisation est l'obligation faite au conducteur ou au propriétaire d'un véhicule, en cas d'infraction prévue à l'article 4, de maintenir ce véhicule sur place ou à proximité du lieu de constatation de l'infraction en se conformant aux règles relatives au stationnement.

En cas d'absence du conducteur ou du propriétaire ou lorsque celui-ci refuse de déplacer son véhicule, l'immobilisation de ce véhicule peut être assurée par un moyen mécanique.

Pendant tout le temps de l'immobilisation, le véhicule demeure sous la garde juridique de son conducteur ou propriétaire.

Art. 3. — L'immobilisation peut être prescrite par les officiers ou agents de la police judiciaire habilités à constater les contraventions de police de la circulation routière lorsqu'ils constatent la nécessité de faire cesser sans délai une des infractions prévues à l'article suivant.

Art. 4. — L'immobilisation peut être prescrite :

1° Lorsque le conducteur est présumé en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique ;

2° Lorsque le conducteur n'est pas titulaire du permis exigé pour la conduite du véhicule ;

3° Lorsque le mauvais état du véhicule, son poids, sa charge par essieu, la forme, la nature, l'état et les conditions d'utilisation des bandages, la pression sur le sol, l'absence, la non-conformité et la défectuosité de son équipement réglementaire en ce qui concerne les freins ou l'éclairage, ou son chargement, créent un danger important pour les autres usagers ou constituent une menace pour l'intégrité de la chaussée. Toutefois, peuvent seuls être retenus les dépassements du poids total autorisé ou des charges par essieu prévues par la réglementation en vigueur dans le territoire, excédant 5 % ;

4° Lorsque le véhicule ne peut présenter une autorisation pour un transport exceptionnel prévu par la réglementation en vigueur dans le territoire ;

5° Lorsque le véhicule ou son chargement provoque des détériorations à la route ou à ses dépendances ;

6° Lorsque le véhicule circule en infraction aux règlements en vigueur dans le territoire relatifs aux transports de matières dangereuses ou à ceux portant restrictions de circulation ;

7° Lorsque le véhicule circule en infraction aux dispositions en vigueur dans le territoire relatives aux organes moteurs ;

8° Lorsque le conducteur du véhicule est en infraction aux dispositions en vigueur dans le territoire et relatives à l'exécution commode et sans délai de toutes les manœuvres qui lui incombent, notamment lorsque ses possibilités de mouvement, son champ de vision et d'audition sont réduits par le nombre ou la position des passagers, par les objets transportés, par l'apposition d'objets non transparents sur les vitres ;

9° Lorsque le conducteur d'un véhicule de transport circule en infraction à la réglementation territoriale relative à l'autorisation de mise en circulation ;

10° Lorsque le conducteur d'un véhicule est en infraction à la réglementation territoriale relative aux conditions de travail dans les transports routiers, ou ne peut présenter les documents dûment renseignés permettant de contrôler le respect de ces règles ;

11° Lorsque le conducteur est en infraction aux dispositions territoriales relatives à l'obligation d'assurance ;

12° Lorsque le conducteur circule sans satisfaire aux règles territoriales relatives à la circulation routière spéciale aux conducteurs de cyclomoteurs et aux motocyclistes, notamment au port du casque ;

13° Lorsque le conducteur circule en infraction aux règles en vigueur sur le territoire relatives aux visites techniques ;

14° Lorsque le conducteur d'un véhicule est en infraction avec les règles en vigueur dans le territoire et relatives à l'arrêt et au stationnement et à l'usage des voies à circulation spécialisée et refuse de faire cesser l'arrêt ou le stationnement irrégulier malgré l'injonction des agents.

Art. 5. - Lorsque la décision d'immobilisation résulte de l'une des situations visées à l'article 4 (1°, 2° et 10°), le véhicule peut poursuivre sa route dès qu'un conducteur qualifié proposé par le conducteur, ou éventuellement par le propriétaire du véhicule, peut assurer la conduite de celui-ci.

A défaut, les fonctionnaires et agents habilités à prescrire l'immobilisation peuvent prendre toute mesure destinée à placer le véhicule en stationnement régulier, au lieu qu'ils désignent, en faisant notamment appel à un conducteur qualifié.

Art. 6. - Lorsque la décision d'immobilisation résulte d'une infraction aux règles concernant l'état ou l'équipement du véhicule, elle peut n'être rendue effective que dans un lieu où le conducteur du véhicule sera susceptible de trouver les moyens de faire cesser l'infraction.

Il ne peut être fait usage de cette faculté que dans la mesure où l'accompagnement du véhicule jusqu'à ce lieu peut être assuré dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

Le conducteur peut également être autorisé à faire appel à un professionnel qualifié pour la prise en remorque de son véhicule en vue de sa réparation. L'immobilisation devient alors effective au lieu de réparation.

Art. 7. - La décision d'immobilisation prise en vertu du 13° de l'article 4 doit prescrire la présentation du véhicule à une visite technique dans les conditions fixées par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 8. - Lorsque l'infraction qui a motivé l'immobilisation n'a pas cessé au moment où l'agent quitte le lieu où le véhicule est immobilisé, l'agent saisit l'officier de police judiciaire territorialement compétent en lui remettant soit la carte grise du véhicule et une fiche d'immobilisation, soit, le cas échéant, les pièces administratives nécessaires à la circulation du véhicule et une fiche d'immobilisation. Un double de cette fiche est remis au contrevenant.

La fiche d'immobilisation énonce les date, heure et lieu de l'immobilisation, l'infraction qui l'a motivée, les éléments d'identification du véhicule et de la carte grise, les nom et adresse du contrevenant, les noms, qualités et affectations des agents qui la rédigent, et précise la résidence de l'officier de police judiciaire qualifié pour lever la mesure.

Art. 9. - Le procès-verbal de l'infraction qui a motivé l'immobilisation d'un véhicule est transmis dans les plus brefs délais au procureur de la République. Il relate de façon sommaire les circonstances et les conditions dans lesquelles la mesure a été prise.

Art. 10. - L'immobilisation ne peut être maintenue après que la circonstance qui l'a motivée a cessé.

Elle est levée :

1° Par l'agent qui l'a prescrite s'il est encore présent lors de la cessation de l'infraction ;

2° Par l'officier de police judiciaire saisi dans les conditions prévues à l'article 8, dès que le conducteur justifie de la cessation de l'infraction. L'officier de police judiciaire restitue alors au conducteur la carte grise ou les pièces mentionnées au même article et transmet au procureur de la République un exemplaire de la fiche d'immobilisation ou une copie conforme de cette fiche, comportant mention de la levée de la mesure.

Lorsque le conducteur du véhicule n'a pas justifié de la cessation de l'infraction dans un délai de quarante-huit heures, l'officier de police judiciaire peut transformer l'immobilisation en une mise en fourrière ; il joint alors à chacun des exemplaires de la procédure de mise en fourrière un exemplaire ou une copie conforme de la fiche d'immobilisation. L'officier de police judiciaire adresse ces documents au procureur de la République.

Dans tous les cas, dès la cessation de l'infraction qui a motivé l'immobilisation, le véhicule peut circuler entre le lieu d'immobilisation et la résidence de l'autorité désignée pour lever la mesure, sous couvert du double de la fiche d'immobilisation remise au conducteur.

CHAPITRE II

Mise en fourrière

Art. 11. - La mise en fourrière est le transfert d'un véhicule en un lieu désigné par l'autorité administrative ou par l'autorité judiciaire en vue d'y être retenu jusqu'à décision de celle-ci, aux frais du propriétaire du véhicule, afin de faire cesser une ou plusieurs des infractions prévues et réprimées par l'article 12.

L'immobilisation matérielle prévue à l'article 2 peut constituer l'une des opérations préalables au commencement d'exécution de la mise en fourrière.

La mise en fourrière est réputée avoir reçu son commencement d'exécution :

1° A partir du moment où deux roues au moins du véhicule ont quitté le sol, lorsque le transfert du véhicule vers la fourrière est réalisé au moyen d'un véhicule d'enlèvement ;

2° A partir du commencement du déplacement du véhicule vers la fourrière, quel que soit le procédé utilisé à cet effet.

Art. 12. - La mise en fourrière est prescrite par un officier de police judiciaire territorialement compétent dans les cas suivants :

1° A la suite d'une immobilisation du véhicule, dans les conditions prévues aux articles 8 et 10 (2° alinéa (2)°) ;

2° En cas de stationnement de nature à créer une entrave ou une gêne à la circulation, lorsque le conducteur est absent ou refuse de faire cesser le stationnement irrégulier ;

3° En cas de stationnement de nature à créer un danger pour les usagers, quand le conducteur est absent ou refuse de faire cesser le stationnement irrégulier ;

4° En cas de stationnement en infraction à un règlement de police d'un véhicule dont la présence compromet l'utilisation normale de la chaussée ou de ses dépendances ou entrave l'accès des immeubles riverains, si le conducteur est absent ou refuse de faire cesser le stationnement irrégulier ;

5° En cas de stationnement en un même point de la voie publique ou de ses dépendances pendant une durée excédant sept jours consécutifs ;

6° En cas d'infraction aux règlements en vigueur dans le territoire pour la sauvegarde de l'esthétique des sites et des paysages ;

7° En cas de défaut de présentation à une visite technique obligatoire ou de non-exécution de réparations ou aménagements prescrits par l'expert chargé des visites techniques ;

8° En cas de circulation d'un véhicule de transport en infraction à la réglementation territoriale relative à l'autorisation de mise en circulation.

Art. 13. - La mise en fourrière peut également être prescrite par l'autorité administrative ou par le maire dans le cas prévu au 6° de l'article 12.

Un officier de la police judiciaire territorialement compétent peut être chargé d'exécuter ou de faire exécuter la mesure prévue à l'alinéa précédent.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 14 sont appliquées.

Art. 14. - Dans les cas prévus à l'article 12, l'agent verbalisateur qui a constaté l'infraction justifiant la mise en fourrière saisit l'officier de police judiciaire territorialement compétent.

L'officier de police judiciaire territorialement compétent ou l'agent verbalisateur spécialement mandaté par lui :

1° Désigne la fourrière dans laquelle sera transféré le véhicule, cette désignation étant matérialisée par la pose d'un signe distinctif sur celui-ci ;

2° Dresse, si possible contradictoirement en présence du propriétaire ou du conducteur du véhicule et du préposé à l'enlèvement, un état sommaire, extérieur et intérieur, du véhicule, sans l'ouvrir, au moyen d'une fiche descriptive dont le modèle est fixé par délibération de l'assemblée de la Polynésie française, avant que la mise en fourrière reçoive un commencement d'exécution ;

3° Remet à ce propriétaire ou ce conducteur un double de la fiche relative à l'état du véhicule et le cas échéant une fiche de circulation provisoire ;

4° Relate sur le procès-verbal de l'infraction les motifs de la mise en fourrière ; il y fait mention du retrait provisoire de la carte grise et de l'heure d'appel du véhicule d'enlèvement.

Art. 15. - Lorsque la mise en fourrière a reçu un commencement d'exécution, le véhicule est restitué à son propriétaire ou à son conducteur dans les conditions prévues à l'article 35.

Toutefois, si, avant le transfert ou le déplacement effectif du véhicule, le propriétaire ou le conducteur du véhicule règle les frais d'opérations préalables prévus à l'article 26, ou s'il s'engage par écrit à régler, et s'il s'engage à rendre immédiatement son usage normal à la voie publique, il peut être autorisé à reprendre aussitôt son véhicule.

Art. 16. - Chaque fourrière relève d'une autorité publique unique.

Cette autorité publique est l'une de celles qui sont prévues aux articles 17 et 18.

Cette autorité publique désigne le gardien de la fourrière sur la liste des gardiens de fourrière agréés conformément aux dispositions de l'article 21.

Art. 17. - Lorsque la mise en fourrière est effectuée dans un lieu public ou relevant d'une autorité publique, l'autorité dont relève la fourrière est :

- l'autorité compétente du territoire si le local ou le terrain appartient au territoire ou si celui-ci en a la disposition ;
- le maire si le local ou le terrain appartient à la commune ou si celle-ci en a la disposition.

Art. 18. - La fourrière peut être située dans un lieu privé avec l'assentiment du propriétaire ou du locataire de cet immeuble, s'il accepte d'assurer la garde de cette fourrière.

Dans cette hypothèse, l'autorité dont relève la fourrière est l'autorité désignée par l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 19. - Lorsque le propriétaire du véhicule faisant l'objet de la mise en fourrière est domicilié ou réside dans le ressort de l'officier de police judiciaire qui exécute cette mesure, celui-ci peut faire garder le véhicule par son propriétaire, à condition que la carte grise soit immédiatement retirée. Ce document reçoit la destination prévue à l'article 30.

Dans cette hypothèse, l'autorité dont relève la fourrière est :

1° Soit le maire, lorsque la mise en fourrière a été décidée par lui ou par un de ses adjoints agissant en qualité d'officier de police judiciaire ;

2° Soit l'autorité compétente du territoire.

Art. 20. - Le véhicule est placé sous la garde juridique du gardien de la fourrière jusqu'à la date d'effet de la mainlevée, sauf au cours de la sortie provisoire prévue à l'article 33.

Art. 21. - Des délibérations de l'assemblée de la Polynésie française fixent les conditions dans lesquelles sont agréés les gardiens de fourrière et les installations de celle-ci ; l'autorité compétente pour procéder au retrait de l'agrément est désignée par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 22. - Le gardien de fourrière enregistre, au fur et à mesure de leurs arrivées, les entrées des véhicules mis en fourrière, leurs sorties provisoires et définitives, les décisions de mainlevée de la mise en fourrière et, le cas échéant, les décisions de remise au service des domaines du territoire ou à une entreprise de destruction.

Art. 23. - Le procès-verbal de la mise en fourrière relate les circonstances et les conditions dans lesquelles cette mesure a été prise ; il est transmis dans les plus brefs délais au procureur de la République.

Un double de ce document est transmis dans les plus brefs délais à l'autorité ayant compétence pour prononcer la mainlevée.

En cas d'absence du propriétaire ou du conducteur au moment de l'enlèvement du véhicule en fourrière, le double de la fiche descriptive remplie par l'agent verbalisateur est adressé sans délai au responsable de la notification de mise en fourrière mentionné à l'article 29.

Un autre double de cette fiche descriptive est remis au gardien de fourrière.

Art. 24. - Les intéressés peuvent contester auprès du procureur de la République du lieu de l'infraction la décision de mise en fourrière. Ce magistrat confirme la mesure ou en ordonne la mainlevée dans le délai maximum de cinq jours ouvrables.

Si, à l'examen de la procédure, le procureur de la République estime qu'il n'a pas été commis d'infraction, il ordonne que soit donnée mainlevée de la mise en fourrière et en informe immédiatement l'autorité qui l'a prescrite.

Art. 25. - Le transfert d'un véhicule du lieu de stationnement à celui de sa garde en fourrière peut être opéré :

- 1° Par les soins de l'autorité administrative compétente ;
- 2° En vertu d'une réquisition adressée à un tiers ;
- 3° En vertu d'une réquisition adressée au conducteur ou au propriétaire du véhicule.

Art. 26. - Le propriétaire du véhicule est tenu de rembourser :

1° Lorsque la prescription de mise en fourrière a reçu le commencement d'exécution défini à l'article 11, les frais d'enlèvement ainsi que, le cas échéant, les frais de garde en fourrière, d'expertise, sous réserve de l'application de l'article 27, deuxième alinéa, et de l'article 32, troisième alinéa, et de vente ou de destruction du véhicule ;

2° Lorsque la prescription de mise en fourrière n'a pas reçu le commencement d'exécution, les frais afférents aux opérations préalables à la mise en fourrière, à condition que le véhicule d'enlèvement se soit rendu sur les lieux.

Le propriétaire du véhicule rembourse les frais précités au gardien de la fourrière sur présentation d'une facture détaillée.

Les taux maxima des frais d'opérations préalables à la mise en fourrière, des frais d'enlèvement, de garde en fourrière, d'expertise et de destruction des véhicules sont fixés par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Les frais de vente par le service territorial chargé des domaines sont fixés par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Il appartient à l'autorité dont relève la fourrière d'assurer la rémunération, forfitaire le cas échéant, des professionnels du secteur privé auxquels cette autorité fait appel dans le cadre de la procédure de mise en fourrière. Cette autorité peut conclure avec des professionnels une convention tarifaire, respectant les taux maxima fixés par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 27. - L'autorité dont relève la fourrière classe le véhicule dans l'une des trois catégories suivantes :

1° Véhicules pouvant être restitués en l'état à son propriétaire ou son conducteur ;

2° Véhicules ne pouvant être restitués à son propriétaire ou son conducteur qu'après exécution des travaux reconnus indispensables ;

3° Véhicules hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité et dont la valeur marchande est inférieure à un montant fixé par délibération de l'assemblée de la Polynésie française, devant être livrés à la destruction à l'expiration du délai d'abandon prévu à l'alinéa 4 de l'article L. 25-3 du code de la route dans sa rédaction applicable en Polynésie française.

Les véhicules réclamés par leurs propriétaires ou leurs conducteurs dans le délai de trois jours suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été expertisés ni classés.

Art. 28. - Le classement dans les deuxième et troisième catégories prévues à l'article précédent est décidé après avis d'un expert désigné dans des conditions fixées par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

L'expert se prononce sur la capacité du véhicule à circuler dans des conditions normales de sécurité, définit dans le cas contraire les réparations indispensables propres à lui redonner cette capacité et fournit une évaluation de la valeur marchande du véhicule.

Art. 29. - La mise en fourrière est notifiée par l'officier de police judiciaire qui l'a prescrite ou qui a été chargé de l'exécuter, ou par l'autorité dont relève la fourrière, à l'adresse relevée sur le procès-verbal de l'infraction ayant motivé la mise en fourrière si le propriétaire ou le conducteur du véhicule était présent, ou à l'adresse indiquée au fichier des immatriculations.

Art. 30. - Cette notification s'effectue par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception, dans le délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la mise en fourrière du véhicule.

Il y est joint un double de la fiche descriptive de l'état du véhicule mis en fourrière, en cas d'absence du propriétaire ou du conducteur au moment de l'enlèvement pour mise en fourrière.

Cette notification comporte les mentions obligatoires suivantes :

1. Indication de l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière, de la fourrière désignée et de l'autorité dont relève cette fourrière ;

2. Décision de classement prise en application de l'article 27 et indication de la faculté de faire procéder à une contre-expertise conformément aux articles 32 et 33 ;

3. Autorité qualifiée pour donner mainlevée de la mise en fourrière ;

4. Injonction au propriétaire du véhicule de remettre immédiatement, sous peine de sanctions édictées par l'assemblée de la Polynésie française, la carte grise à l'autorité visée au 3 ci-dessus, à moins que le véhicule ne soit pas soumis à l'obligation d'immatriculation ;

5. Mise en demeure au propriétaire de retirer son véhicule avant l'expiration d'un délai :

a) De dix jours, dans les cas prévus aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 25-3 du code de la route, dans leur rédaction applicable en Polynésie française ;

b) De quarante-cinq jours dans les autres cas, ces délais commençant à courir un jour franc après la date de notification ;

6. Avertissement au propriétaire que son absence de réponse dans les délais impartis vaudra abandon de son véhicule et que ledit véhicule sera, dans les conditions prévues par décret, soit remis au service des domaines du territoire en vue de son aliénation, soit livré à la destruction ;

7. Nature et montant des frais qu'il sera tenu de rembourser ;

8. Énoncé des voies de recours.

Si le fichier des immatriculations révèle l'inscription d'un gage, copie de la notification de mise en fourrière est adressée au créancier-gagiste, par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception.

Art. 31. - Toute personne se trouvant destinataire de la carte grise d'un véhicule mis en fourrière est tenue de la transmettre sans délai à l'autorité ayant compétence pour prononcer la mainlevée.

Art. 32. - En cas de désaccord sur l'état du véhicule ou sur la décision de classement visée à l'article 27, le propriétaire a la faculté de faire procéder à une contre-expertise, aux réparations remettant le véhicule en état de circuler dans des conditions normales de sécurité, ainsi qu'au contrôle technique du véhicule.

La contre-expertise prévue ci-dessus est faite par un expert désigné conformément à l'article L. 25-2 du code de la route dans sa rédaction applicable en Polynésie française.

Les frais d'expertise et de contre-expertise sont à la charge du propriétaire dans le cas où la contre-expertise confirme l'expertise initiale. Dans le cas contraire, ces frais incombent à l'autorité dont relève la fourrière.

Art. 33. - L'autorité dont relève la fourrière ne peut s'opposer à la demande d'autorisation provisoire de sortie de fourrière présentée par le propriétaire du véhicule en vue exclusivement de faire procéder aux réparations visées à l'article 27 (1^{er} alinéa [2^o]), ainsi qu'à la contre-expertise, aux réparations et au contrôle technique visés à l'article 32 (1^{er} alinéa).

Cette autorisation provisoire de sortie de fourrière, dont le modèle est fixé par délibération de l'assemblée de la Polynésie française, qui tient lieu de pièce de circulation et qui est limitée au temps des parcours nécessaires et des opérations précitées, peut prescrire un itinéraire et des conditions de sécurité.

Le réparateur doit remettre au propriétaire du véhicule une facture détaillée certifiant l'exécution des travaux prescrits en application de l'article 27 (1^{er} alinéa [2^o]).

Art. 34. - L'autorité dont relève la fourrière informe l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée de la délivrance de l'autorisation provisoire de sortie de fourrière et de la durée de sa validité.

En ce qui concerne les véhicules volés retrouvés en fourrière, l'autorité dont relève la fourrière est tenue d'informer au préalable les services de police ou de gendarmerie compétents de son intention de délivrer une autorisation provisoire de sortie de fourrière.

Art. 35. - Chaque prescription de mise en fourrière prend fin par une décision de mainlevée.

Cette décision émane de l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière ou de l'officier de police judiciaire chargé d'exécuter cette mesure. Elle émane du procureur de la République dans le cas prévu à l'article 24.

Sous réserve des dispositions de cet article et de celles de l'article 36, l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée est tenue de le faire, de restituer la carte grise du véhicule si elle a été retirée et de délivrer une autorisation définitive de sortie de fourrière :

a) Sur simple demande du propriétaire ou du conducteur si elle concerne un véhicule classé dans la 1^{re} catégorie visée à l'article 27 ;

b) S'il s'agit d'un véhicule classé dans la 2^e ou la 3^e catégorie visée à l'article 27, sur demande du propriétaire ou du conducteur, accompagnée, selon le cas :

- de la facture mentionnée à l'article 33 (3^e alinéa) ;

- ou du récépissé délivré par le service chargé des contrôles techniques en Polynésie française, postérieur à la date de mise en fourrière.

Art. 36. – S'agissant des véhicules volés retrouvés en fourrière et des véhicules dont le propriétaire et l'assureur demeurent inconnus ou introuvables malgré les recherches effectuées, la mainlevée ne peut être prononcée sans l'accord préalable exprès des services de police ou de gendarmerie compétents.

Art. 37. – La mainlevée prend effet au jour de la délivrance de l'autorisation définitive de sortie du véhicule dans les cas prévus à l'article 35 (4^e alinéa).

La mainlevée prend effet à compter de la remise du véhicule au service des domaines du territoire de Polynésie française s'il est destiné à être aliéné, ou de sa remise à l'entreprise spécialisée s'il est destiné à être détruit.

Art. 38. – Le gardien de la fourrière restitue le véhicule à son propriétaire ou à son conducteur dès que ce dernier produit l'autorisation définitive de sortie de fourrière et s'est acquitté des frais de mise en fourrière, d'enlèvement, de garde et d'expertise, dans le cas où ces derniers sont à la charge du propriétaire. Ces frais sont arrêtés à la date de reprise du véhicule.

Art. 39. – Aucun véhicule mis en fourrière ne peut être remis au service des domaines du territoire de Polynésie française en vue de son aliénation ou à une entreprise de démolition en vue de sa destruction sans que la mainlevée de cette mesure ait été préalablement prononcée à l'une ou l'autre de ces fins.

Art. 40. – En application des dispositions des articles L. 25-3 et L. 25-4 du code de la route dans leur rédaction applicable en Polynésie française, l'autorité dont relève la fourrière décide de la remise du véhicule au service des domaines du territoire en vue de son aliénation ; l'autorité administrative investie des pouvoirs de police en matière de circulation décide de la destruction des véhicules mentionnés à l'article L. 25-3, quatrième alinéa, du code de la route dans sa rédaction applicable en Polynésie française, ainsi que des véhicules qui ont été remis au service des domaines du territoire de Polynésie française pour aliénation et qui n'ont pas trouvé preneur.

L'autorité dont relève la fourrière informe de ces décisions l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée, détentrice de la carte grise.

Celle-ci envoie la carte grise dûment barrée au chef de service des transports aux fins d'annulation de ce document.

Art. 41. – Le responsable de l'entreprise chargée de la destruction d'un véhicule prend en charge celui-ci en remettant au gardien de la fourrière un bon d'enlèvement délivré par l'autorité dont relève la fourrière. Il rend compte de la destruction dudit véhicule à l'autorité dont relève la fourrière, et à l'autorité qui a prononcé la mainlevée de mise en fourrière.

Les collectivités concernées peuvent passer avec les entreprises appelées à effectuer la destruction des véhicules des contrats dont les clauses sont déterminées conformément à une délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 42. – Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense, le ministre de l'équipement, des transports et du logement et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1997.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
ÉLISABETH GUIGOU

Le ministre de la défense,
ALAIN RICHARD

Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,
JEAN-CLAUDE GAYSSOT

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
JEAN-JACK QEYRANNE

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 990 BAJC du 23 décembre 1997 portant démission d'office de M. Lévy Tufaimea, conseiller municipal de la commune de Huahine.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 131-26 du code pénal ;

Vu l'article L 122-15 du code des communes ;

Vu les articles L 230 et L 236 du code électoral ;

Considérant l'arrêt du tribunal de première instance de Papeete du 17 juin 1997 portant condamnation de M. Lévy Tufaimea et prononçant notamment à son encontre une interdiction d'exercer ses droits civils et civiques pendant cinq ans,

Arrête :

Article 1er.— M. Lévy Tufaimea est déclaré démissionnaire d'office de son mandat de conseiller municipal de la commune de Huahine en raison de l'interdiction d'exercer ses droits civils et civiques pendant cinq ans, prononcée à son encontre par le tribunal de première instance de Papeete dans son jugement rendu le 17 juin 1997.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Huahine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 décembre 1997.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 514 DAF/PERS du 24 décembre 1997 modifiant l'arrêté n° 441 DAF/PERS du 5 novembre 1997 portant délégation de signature à M. Pierre Vérin, président de l'université française du Pacifique.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret n° 87-360 du 29 mai 1987 relatif à l'université française du Pacifique ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 441 DAF/PERS du 5 novembre 1997 portant délégation de signature à M. Pierre Verin, président de l'université française du Pacifique ;

Vu l'arrêté du 22 août 1997 du ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie portant mutation de M. Jean-Luc Tristani, conseiller d'administration scolaire et universitaire, à l'université française du Pacifique, à compter du 15 septembre 1997 ;

Vu le procès-verbal d'installation de M. Jean-Luc Tristani du 17 septembre 1997 ;

Vu la lettre n° 1014 PV en date du 5 décembre 1997 du président de l'université française du Pacifique ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 441 DAF/PERS du 5 novembre 1997, susvisé, sont modifiées comme suit :

Au lieu de : "En cas d'absence ou d'empêchement du président de l'université, la délégation mentionnée à l'article précédent est exercée par M. Philippe Ribière, secrétaire général de l'université française du Pacifique" ;

Lire : "En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Verin, la délégation mentionnée à l'article premier sera exercée par M. Jean-Luc Tristani, chargé de mission".

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 décembre 1997.
Jean ARIBAUD.

Par arrêté n° 981 FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 décembre 1997. — Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1997, il est attribué à la commune de Mahina, îles du Vent, une subvention d'un montant de 500.000 F CFP pour la réalisation du projet ci-après :

- installation d'un réseau de communication radio destiné au service de lutte contre l'incendie.

Le calcul de cette subvention est établi sur les bases suivantes :

- montant de l'opération	1.340.000 F CFP
- taux de la subvention	37,31 %
- montant de la subvention	500.000 F CFP

Le versement de la subvention est subordonné à :

- la présentation d'une copie de la facture (visée par le comptable payeur) ou du marché accompagné du procès-

verbal de réception, excluant les taxes exonérées par le territoire ;

- la justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté.

Le versement de la subvention est plafonné au montant fixé ci-dessus et est calculé par application du taux de subvention accordé au montant réel de l'acquisition.

Si, à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Par arrêté n° 982 FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 décembre 1997. — Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1996, il est attribué à la commune de Hiva Oa, îles Marquises, une subvention d'un montant de 2.000.000 F CFP pour la réalisation du projet ci-après :

- fourniture et pose de compteurs.

Le calcul de cette subvention est établi sur les bases suivantes :

- montant de l'opération	2.500.000 F CFP
- taux de la subvention	80 %
- montant de la subvention	2.000.000 F CFP

Les conditions de liquidation sont les suivantes :

- versement d'un acompte de 50 % sur production d'un certificat de commencement de travaux ;
- versement du solde sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet précité.

Le versement de la subvention est plafonné au montant fixé ci-dessus et est calculé par application du taux de subvention accordé au montant réel de l'opération.

Si, à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Par arrêté n° 993 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 24 décembre 1997. — Sont admis à l'examen du certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, qui s'est déroulé le 12 décembre 1997 à la mairie de Tiarei (Tahiti), les candidats dont les noms suivent :

MM. Amaru André, Barbos Francis, Domingo Roboam, Tarouira Mihimana.

Par arrêté n° 994 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 24 décembre 1997. — Sont admis à l'examen du certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, qui s'est déroulé le 28 novembre 1997 à la C.Q.G. du RIMAPP (Tahiti), les candidats dont les noms suivent :

MM. Bray Jean-Philippe, Chollet Marc, Derrien Stéphane, Garrandeau Frédéric, Lourouse André, Patii Jean, Potier Jeremy, Taupotini Martial, Tekiotiu Benoît.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 7 CM du 6 janvier 1998 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Albert Buillard pour la réalisation d'une maison d'habitation sur la parcelle n° 4 de la terre Tetiamoarai sise à Papeete, Paofai.

NOR : SAU9701825AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete approuvé par délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 et complété par délibération n° 74-20 du 14 février 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 97-28 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 29 octobre 1997 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Papeete en date du 13 novembre 1997 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 décembre 1997,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à M. Albert Buillard pour la réalisation d'une maison d'habitation sur la parcelle n° 4 de la terre Tetiamoarai sise à Papeete, quartier Paofai, selon les dispositions du dossier enregistré sous le n° 97-28 COMAP.

Art. 2.— La dérogation concerne les dispositions de l'article 9H du règlement d'urbanisme en secteur B' et permet par rapport à la limite sud de propriété une implantation du bâtiment à 0,50 m et 2 m à partir du débord du toit, au lieu d'un recul de 4 m au vu de l'accord de voisinage.

Art. 3.— La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 6 janvier 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et des terres domaniales, de l'urbanisme
et des affaires foncières,
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 10 CM du 6 janvier 1998 fixant l'organisation budgétaire des opérations à destination spéciale dans les établissements publics territoriaux.

NOR : CDE9701885AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble les lois n° 96-313 du 12 avril 1996 et n° 96-624 du 15 juillet 1996, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 31 décembre 1997,

Arrête :

TITRE I LES RESSOURCES AFFECTEES

Article 1er.— En application de l'article 173 de la délibération n° 95-205 AT modifiée, les modalités d'application du régime des ressources affectées sont fixées par les articles suivants du présent arrêté.

Définition des ressources affectées

Art. 2.— Peuvent être tenues selon la technique des ressources affectées, les opérations présentant des caractéristiques particulières, à condition que leurs recettes répondent à des critères spécifiques.

Art. 3.— Les opérations sur ressources affectées doivent remplir les caractéristiques suivantes :

- la recette a une affectation précise, c'est-à-dire que l'établissement doit l'utiliser selon les critères spécifiques définis dans le contrat par le bailleur de fonds ;
- le montant de la recette est égal au montant de la charge qui incombe à l'établissement public ;
- la recette n'est définitivement acquise à l'établissement que lorsque celui-ci a effectué la dépense correspondante.

Art. 4.— Avant de classer une opération dans la catégorie des ressources affectées, les établissements publics doivent s'assurer que les trois critères suivants se trouvent remplis simultanément :

- existence d'obligations réciproques entre l'établissement public et le bailleur de fonds matérialisées par un contrat ou une convention ;
- obligation de production d'un compte-rendu financier certifié par l'agent comptable, c'est-à-dire que le relevé des dépenses effectuées dans le cadre de l'opération soit conforme aux engagements contractuels de la convention ;
- restitution au bailleur des sommes non utilisées, sauf si celui-ci décide d'en laisser la libre disposition à l'établissement.

Commencement d'exécution des prestations prévues à la convention

Art. 5.— L'exécution des prestations prévues à la convention ou au contrat ne peut débuter qu'après signature de toutes les parties prenantes au contrat ou à la convention.

L'inscription au budget

Art. 6.— Les opérations sur ressources affectées doivent figurer au budget de l'établissement.

Art. 7.— Les crédits sont inscrits aux budgets des établissements publics pour le même montant en dépenses et en recettes dans les comptes de charges et de produits par nature, pour le montant total de la convention, y compris si l'exécution de cette dernière couvre plusieurs années.

Art. 8.— Aux comptes de charges par nature est rattaché un code programme. Les modalités d'identification des programmes sont définies par circulaire du Président du gouvernement.

Ouverture des crédits

Art. 9.— La signature de la convention emporte automatiquement ouverture des crédits par l'ordonnateur aux chapitres budgétaires concernés. Lorsque ces crédits ne figurent pas au budget, la consommation des crédits prévus par la convention peut néanmoins commencer dès la signature de cette convention. L'inscription au budget, en recettes et en dépenses, doit être faite dès la plus prochaine décision budgétaire modificative.

Modification et virement de crédits

Art. 10.— Les virements de chapitre à chapitre et d'article à article à l'intérieur d'une même convention de ressources affectées sont décidés par l'ordonnateur, pour autant que la convention le permette et dans les conditions qu'elle

définit. L'agent comptable et le contrôleur des dépenses engagées sont tenus informés de ces modifications.

Art. 11.— Les décisions budgétaires modificatives sont soumises pour information au conseil d'administration lors de sa plus prochaine séance.

Report automatique des crédits

Art. 12.— Les crédits initialement inscrits au budget de l'année N et non consommés au 31 décembre sont reportés sur simple décision de l'ordonnateur visée par l'agent comptable et le contrôleur des dépenses engagées. Ce report correspond aux restes à réaliser sur convention, y compris en fonctionnement.

Art. 13.— Ces crédits sont inscrits au budget de l'exercice N+1 lors de la première décision budgétaire modificative du nouvel exercice. Ils sont néanmoins considérés comme ouverts avant même cette inscription et sont utilisables dès le 1er janvier.

TITRE II**LES AUTRES RESSOURCES
AYANT UNE AFFECTATION PREDETERMINEE**

Art. 14.— Certaines ressources, appelées recettes fléchées, comportent une affectation dès leur attribution mais ne répondent pas à la définition des ressources affectées.

Art. 15.— L'ordonnateur a pour obligation de respecter l'affectation de ces ressources.

Art. 16.— Les établissements qui bénéficient de recettes fléchées peuvent, si leur montant, leur nature ou leur durée d'utilisation le justifie, suivre ces recettes comme en matière de ressources affectées. Toutefois, les crédits correspondants ne peuvent être ouverts au budget que par délibération du conseil d'administration et les reports de crédits en section de fonctionnement ne sont pas autorisés.

TITRE III**DISPOSITIONS PARTICULIERES
AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT**

Art. 17.— Par dérogation aux dispositions des titres I et II ci-dessus, le chef d'un établissement public territorial d'enseignement peut directement porter au budget les modifications suivantes :

- 1°) Les augmentations de crédits provenant de l'encaissement des ressources liées à des activités spécifiques de l'établissement dont le montant ne peut être arrêté avec exactitude lors de l'élaboration du budget.
- 2°) Dans la mesure où elles n'ont pu faire l'objet d'une inscription au budget initial, les augmentations de crédits, suivies en ressources affectées, relatives à des recettes encaissées par l'établissement mais qui ne lui sont définitivement acquises qu'à concurrence du montant des dépenses constatées pour l'exécution des charges précisées lors de versements des fonds.

La notion de "ressources affectées" s'entend de recettes que la partie versante a attribuées à l'établissement à charge pour celui-ci d'utiliser les fonds conformément aux directives de la partie versante.

Les modifications au budget arrêtées par l'ordonnateur devront être portées à la connaissance du conseil d'établissement.

Art. 18.— Les ministres de tutelle des établissements publics et le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 janvier 1998.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
Pour le ministre des finances
et des réformes administratives, absent :
*Le ministre de l'économie, du plan
et de la prévision économique,
de l'artisanat et de l'énergie,*
Georges PUCHON.

Annexes à l'arrêté n° 1401 CM du 16 décembre 1997.— Les annexes suivantes complètent l'arrêté n° 1401 CM du 16 décembre 1997 fixant les normes et les conditions de rejet des eaux usées provenant d'un assainissement collectif public ou autonome, paru au J.O.P.F. n° 52 du 25 décembre 1997, page 2708.

ANNEXE I

Niveau de qualité minimale d'un rejet provenant de l'assainissement collectif
Prétraitement : dégrillage, dessablage, déshuilage
Niveau de traitement de l'effluent

Niveau	Echantillon moyen sur 24 heures non décanté				Echantillon moyen sur 2 heures non décanté			Procédés d'épuration correspondant
	Matières décantables	M.E.S. totales	D.C.O. (mg/l)	D.B.O. (mg/l)	M.E.S. totales (mg/l)	D.C.O. (mg/l)	D.B.O.5 (mg/l)	
a	Elimination à 90 %							procédés à dominante physique et physico-chimique
b		Elimination à 80 %						
c		Elimination à 90 %						
d					120	120	40	procédés à dominante biologique
e			90	30	30	120	40	
f			50	15	20	80	20	

ANNEXE II

Traitement ou niveau de rejet pour les formes de substances azotées (1) ou phosphorées

Niveau	Echantillon moyen sur 24 heures	Echantillon moyen sur 2 heures	Procédé d'épuration correspondant
NGL (1)	20 mg/l	25 mg/l	Procédé biologique
PT1 (2)	80 % d'élimination		Procédé physico-chimique

(1) - Azote global : azote organique + azote ammoniacal + azote nitreux + azote nitrique exprimés en N.

(2) - Dans le cas d'un effluent très dilué pour lequel l'application de l'exigence de qualité minimale PT exprimée en terme de rendement d'élimination conduirait à ce que la concentration en phosphore total dans l'effluent traité soit inférieure à 2 mg par litre, on pourra fixer l'exigence de traitement à cette dernière valeur.

ANNEXE III

Qualité microbiologique requise d'un rejet provenant de l'assainissement collectif

Paramètres	Nombre maximum
Coliformes fécaux ou Escherichia Coli/100 ml	100
Streptocoques fécaux/100 ml	100

NOR : DOM9701896AC

Par arrêté n° 1519 CM du 31 décembre 1997.— Sont rapportées les dispositions relatives aux parcelles de terre repérées au plan n° 61 (K150, K294 et K295) contenues dans l'arrêté n° 701 CM du 17 juillet 1997 ordonnant le règlement des indemnités dues à certains propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia.

Sont rapportées les dispositions relatives aux parcelles de terre repérées aux plans n° 88 (L161 et L336), n° 89 (L414 et BK100), n° 89 (M426, BK101, BL40) en ce qui concerne la succession Abel Aitamai s/c de Mme Suzanne Aitamai épouse Tumahai, n° 107 (M97) et n° 107 (BL56) contenues dans l'arrêté n° 735 CM du 23 juillet 1997 ordonnant le règlement des indemnités dues à certains propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia.

Sont rapportées les dispositions relatives aux parcelles de terre repérées au plan n° 163 (O308 et O382) contenues dans l'arrêté n° 926 CM du 15 septembre 1997 ordonnant le règlement des indemnités dues à certains propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia.

Sont rapportées les dispositions relatives aux parcelles de terre repérées aux plans n° 131 (N267) et n° 163 (O308 et O382) contenues dans l'arrêté n° 927 CM du 15 septembre 1997 ordonnant le versement à la Caisse des dépôts et consignations de certaines indemnités dues aux propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia.

Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités d'expropriation indiquées au tableau ci-après :

N° de plan	Commune de Punaauia		Référence du jugement	Référence de l'arrêté	Indemnité totale accordée en F CFP	Identité des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Quotité	Sommes à consigner en F CFP
	Cad.	Surf. m2						
61	K150 K294 K295	163 39 315 t : 517	87-5 du 28 février 1997	701 CM du 17 juillet 1997	3.102.000	Consorts Otare	7/12	1.809.500
88	L161 L336	32 26 t : 58	109-27 du 17 mars 1997	735 CM du 23 juillet 1997	348.000	Succession de Véronique Teupootahiti épouse Adams et Aristide Teupootahiti	7/24	101.500
89	L414 BK100	1.590 652 t : 2.242	110-28 du 17 mars 1997	735 CM du 23 juillet 1997	13.452.000	Succession de Véronique Teupootahiti épouse Adams Succession Terimamau Teupootahiti	57/72 4/72	10.649.500 747.333
89	M426 BK101 BL40	3.575 462 861 t : 4.898	100-18 du 17 mars 1997	735 CM du 23 juillet 1997	32.326.800	Succession Arue a Aitamai : Ayant droit de Abel Aitamai	1/4	8.081.700
107	M97	1.542	105-23 du 17 mars 1997	735 CM du 23 juillet 1997	6.168.000	Consorts Heuea Tamaehu	-	388.132
107	BL56	321	105-23 du 17 mars 1997	735 CM du 23 juillet 1997	1.284.000	Consorts Heuea Tamaehu	131/572	294.063
163	O308 O382	2.615 919	135-44 du 21 avril 1997	926 CM du 15 septembre 1997	15.408.240	Succession Maro a Tepava, Piritua Tehei, Etienne Fanaura	-	9.255.410
131	N267	1.180	128-37 du 21 avril 1997	927 CM du 15 septembre 1997	1	Succession de Justine Teissier épouse Pothier (5/6)	1/1	1
163	O308 O382	2.615 919	135-44 du 21 avril 1997	927 CM du 15 septembre 1997	15.408.240	Succession Maro a Tepava, Piritua Tehei, Etienne Fanaura	-	6.152.830

Les dépenses sont imputables au budget local sur l'opération n° 5-96, sous-chapitre 90.009, article 2100, acquisitions terrains (CD 03-12).

NOR : DOM9701899AC

Par arrêté n° 1520 CM du 31 décembre 1997.— Les dispositions relatives aux parcelles de terre repérées sous les plans n° 88, n° 89, n° 99c et n° 107 indiqués au tableau de l'article 1er de l'arrêté n° 736 CM du 23 juillet 1997 sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

N° de plan	Commune de Punaauia		Référence du jugement	Indemnité totale accordée en F CFP	Identité des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Quotité	Sommes à consigner en F CFP
	Cad.	Surf. m2					
88	L161 L336	32 26 t : 58	109-27 du 17 mars 1997	192.000 156.000 t : 348.000	1) Succession Tetuareia Teupootahiti 2) Succession Maiao Teupootahiti 3) Succession Tearere Teupootahiti 4) Succession Elisa Teupootahiti	6/24 3/24 6/24 2/24	87.000 43.500 87.000 29.000
89	L414 BK100	1.590 652 t : 2.242	110-28 du 17 mars 1997	9.540.000 3.912.000 t : 13.452.000	1) Succession Maiao Teupootahiti 2) Succession Elisa Teupootahiti	9/72 2/72	1.681.500 373.667
99c	M319	7	104-22 du 17 mars 1997	1 F symbolique	1) Mme Louise Estall épouse Helme 2) Etienne Estall 3) Mme Angèle Tehei 4) Mme Cécile Tehei 5) M. Félix Malcom Gibson 6) Héritiers de Pierre Malcom Gibson		1 F symbolique

N° de plan	Commune de Punaauia		Référence du jugement	Indemnité totale accordée en F CFP	Identité des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Quotité	Sommes à consigner en F CFP
	Cad.	Surf. m2					
107	M97	1.542	105-23 du 17 mars 1997	6.168.000	A) <i>Souche Autiare (consorts Tehei)</i> : A1 - Tetuanul Poura a Tehei : A1 - 1) Ayants droit de Théophile Tehei : a) Mme Marama Tehei épouse Fuller 1/256 24.093 b) Ayants droit de Mme Elosilat Tehei 4/1.280 19.275 c) Mme Riakina Tehei 1/256 24.093 d) Catherine Tehei 1/256 24.093 A1 - 2) Ayants droit de Véronika Terai 1/32 192.750 A1 - 3) Ayants droit de Mme Anui Terai 1/32 192.750 A2 - Tutahoroa Terai 144/1.536 578.250 B) <i>Souche Vahineiti (consorts Heuea)</i> 441/2.816 965.940 C) <i>Souche Vahine Tehei (consorts Matai)</i> 351/1.536 1.409.484 D) <i>Souche Raihamana Tehei (Mme Puaita)</i> 585/1.536 2.349.140		

Lire :

N° de plan	Commune de Punaauia		Référence du jugement	Indemnité totale accordée en F CFP	Identité des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Quotité	Sommes à consigner en F CFP
	Cad.	Surf. m2					
88	L161 L336	32 26 t: 58	109-27 du 17 mars 1997	192.000 156.000 t: 348.000	Succession de Véronique Teupotoahiti et Aristide (consorts Adams)	17/24	246.500
89	L414 BK100	1.590 652 t: 2.242	110-28 du 17 mars 1997	9.540.000 3.912.000 t: 13.452.000	Héritiers de Teupotoahiti a Tou	11/72	2.055.167
99c	M319	7	104-22 du 17 mars 1997	1 F symbolique	Indivis entre : Gibson Pierre, Gibson Félix, Teraimoea Louise épouse Helme, Estail Etienne, Tehei Angèle épouse Pellelemele, Tehei Cécilia épouse Raatiraore, indivis entre les propriétaires les lots M57 à M67		1 F symbolique
107	M97	1.542	105-23 du 17 mars 1997	6.168.000	Consorts Heuea Tamaahu		5.779.868

Le reste sans changement.

NOR : CAE9701811AC

Par arrêté n° 1521 CM du 31 décembre 1997.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations de la Chambre d'agriculture et d'élevage ci-après :

- la délibération n° 11-97 du 10 octobre 1997 de la Chambre d'agriculture et d'élevage approuvant le rapport d'activité de l'exercice 1997 ;
- la délibération n° 12-97 du 10 octobre 1997 de la Chambre d'agriculture et d'élevage approuvant le compte financier de la C.A.E. de l'exercice 1996 et affectation du résultat de cet exercice ;
- la délibération n° 13-97 du 10 octobre 1997 de la Chambre d'agriculture et d'élevage admettant en non-valeur la créance de M. Apeang ;
- la délibération n° 14-97 du 10 octobre 1997 de la Chambre d'agriculture et d'élevage portant virement de crédits entre chapitres de fonctionnement ;
- la délibération n° 16-97 du 10 octobre 1997 de la Chambre d'agriculture et d'élevage autorisant le remboursement d'une avance faite à la C.A.E. par une de ses employées.

NOR : 9701880AC

Par arrêté n° 1522 CM du 31 décembre 1997.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-97 du 22 avril 1997 adoptant le compte financier 1996 du conseil d'administration de l'école normale mixte de Polynésie française.

NOR : 9701861AC

Par arrêté n° 1523 CM du 31 décembre 1997.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-97 du 22 avril 1997 portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1996 du conseil d'administration de l'école normale mixte de Polynésie française.

NOR : SAE9701891AC

Par arrêté n° 4 CM du 5 janvier 1998.— En Polynésie française, les prix maximaux de vente des sucres de marque Chelsea importés dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 4 novembre 1997 sont fixés dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les prix de vente maximaux des sucres précités, au stade de gros et de détail, sont fixés en F CFP par kilogramme, comme suit :

	Prix de gros	Prix de détail
- Sachet d'1 kg	68	75
- Sac de 35 kg	54	60

Le montant de l'écart entre les prix de gros définis ci-dessus et les prix de gros notifiés à l'adjudicataire des marchés est versé au profit du "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Les sommes dues par l'adjudicataire des marchés sont versées après qu'un avis des sommes à payer aura été établi par le service des finances et de la comptabilité sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le chef du service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ; celle-ci devra être adressée au service des affaires économiques au plus tard cinq jours après sa date de délivrance ;
- certificat administratif délivré par le chef du service des affaires économiques.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

NOR : SAE9701882AC

Par arrêté n° 5 CM du 5 janvier 1998.— En Polynésie française, les prix maximaux de vente du riz conditionné en sachets de 1 kg de marque Sunlong importé dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 4 novembre 1997 sont fixés dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les prix de vente maximaux du riz précité, au stade de gros et de détail, sont fixés en F CFP par kilogramme, comme suit :

	Prix de gros	Prix de détail
- Sachet d'1 kg	68	75

Le montant de l'écart entre le prix de gros défini ci-dessus et le prix de gros notifié à l'adjudicataire des marchés est pris en charge par le "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Le montant de cette prise en charge est réglé à l'importateur adjudicataire du marché sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le chef du service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ;
- certificat administratif délivré par le chef du service des affaires économiques.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

NOR : SAE9701883AC

Par arrêté n° 6 CM du 5 janvier 1998.— En Polynésie française, les prix maximaux de vente des farines de froment panifiables des marques Pain Doré et Manildra, importées dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 4 novembre 1997 sont fixés dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les prix de vente maximaux des farines précitées, au stade des importateurs adjudicataires des marchés, sont fixés en F CFP par kilogramme, comme suit :

- Boulangeries de Tahiti 42
- Autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base minimale de 5 tonnes 42

- Autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base inférieure à 5 tonnes 46
- Boulangeries et utilisateurs des îles autres que Tahiti 42

Le montant de l'écart entre le prix de gros défini ci-dessus et les prix de gros notifiés aux adjudicataires des marchés est versé au profit du "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Les sommes dues par les adjudicataires des marchés sont versées après qu'un avis des sommes à payer aura été établi par le service des finances et de la comptabilité sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le chef du service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ; celle-ci devra être adressée au service des affaires économiques au plus tard cinq jours après sa date de délivrance ;
- certificat administratif délivré par le chef du service des affaires économiques.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

NOR : SDR9701900AC

Par arrêté n° 8 CM du 6 janvier 1998.— Le Président du gouvernement est habilité à signer la convention d'exploitation d'un hélicoptère bombardier d'eau avec l'Etat, le gouvernement de la Polynésie française et la société Hélipacifique.

NOR : SMA9701950AC

Par arrêté n° 11 CM du 7 janvier 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires trois délibérations désignées ci-après du conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes (E.V.A.A.M.) prises en sa séance du 12 décembre 1997 :

- n° 11-97 EVAAM du 12 décembre 1997 portant approbation du compte financier et affectation des résultats pour l'exercice 1996 de l'E.V.A.A.M. ;
- n° 12-97 EVAAM du 12 décembre 1997 portant adoption de la modification de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'E.V.A.A.M. pour l'exercice 1997 ;
- n° 13-97 EVAAM du 12 décembre 1997 portant transfert au territoire des moyens de transport de l'E.V.A.A.M.

NOR : DOM9701784AC

Par arrêté n° 12 CM du 7 janvier 1998.— La S.A.R.L. S.P.L.A. Europcar est autorisée à occuper une portion du domaine public fluvial au droit de la parcelle n° 2 du lot 2 de la terre Taotaoa sise avenue du Prince-Hinoï, commune de Papeete, et traversée d'un ruisseau.

Cette occupation est destinée à l'aménagement d'un dalot.

Et tel que le tout figure sur les plans joints au dossier.

Par arrêté n° 13 CM du 7 janvier 1998.— Est accordée à l'entreprise Polytra la totalité du montant des pénalités dont celle-ci est redevable pour retard dans l'exécution des travaux, objet du marché n° 96-0112.

La remise totale des pénalités s'élève à la somme de 590.463 F CFP (*cinq cent quatre-vingt-dix mille quatre cent soixante-trois francs CFP*).

NOR : SMA9701903AC

Par arrêté n° 14 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à Mme Tearaitua, Norma Amaru, armateur du navire de pêche dénommé "Tearaitua", immatriculé à Papeete, numéro PY 3802, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,20 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,50 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701904AC

Par arrêté n° 15 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Alain Ariiotima, armateur du navire de pêche dénommé "Naio", immatriculé à Papeete, numéro PY 3686, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 5,67 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,31 m ;
- *puissance motrice* : 78 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701905AC

Par arrêté n° 16 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Naio Ariiotima, armateur du navire de pêche dénommé "Naio 2", immatriculé à Papeete, numéro PY 3842, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,10 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,33 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701906AC

Par arrêté n° 17 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Marc Atiu, armateur du navire de pêche dénommé "Eaea Here", immatriculé à Papeete, numéro PY 3783, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,20 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,50 m ;
- *puissance motrice* : 200 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701907AC

Par arrêté n° 18 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Luis, Carlos Marcal de Mendonca Barroco, armateur du navire de pêche dénommé "Boca Negra", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,87 m ;
- *largeur hors-tout* : 3,02 m ;
- *puissance motrice* : 2 X 130 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701908AC

Par arrêté n° 19 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à Mme Clark Ginette, armateur du navire de pêche dénommé "Moeana II", immatriculé à Papeete, numéro PY 1154, pour l'exploitation, dans

les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 11,20 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,80 m ;
- *puissance motrice* : 300 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 pêcheur (capitaine), 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701909AC

Par arrêté n° 20 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Halley, Mahina Ellis, armateur du navire de pêche dénommé "Vairua", immatriculé à Papeete, numéro PY 3758, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,10 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,40 m ;
- *puissance motrice* : 140 CV ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche sous-marine.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701910AC

Par arrêté n° 21 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Francis Falchetto, armateur du navire de pêche dénommé "Ati Toka", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise d'Axel Bonno, B.P. 50450 Pirae.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 6,70 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,39 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche à la langouste.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques ;
 - crustacés.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701912AC

Par arrêté n° 22 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Pitori Gibert, armateur du navire de pêche dénommé "Vairani", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise d'Axel Bonno, B.P. 50450, Pirae.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,52 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,60 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche au filet.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701913AC

Par arrêté n° 23 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Maxime, Tuhiva Harry, armateur du navire de pêche dénommé "Poerava III", immatriculé à Papeete, numéro PY 3638, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 4,70 m ;
- *largeur hors-tout* : 1,70 m ;
- *puissance motrice* : 60 CV ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à l'épuisette.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701914AC

Par arrêté n° 24 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Yan Heyman, armateur du navire de pêche dénommé "Heinui III", immatriculé à Papeete, numéro PY 3446, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 5,50 m ;
- *largeur hors-tout* : 1,97 m ;
- *puissance motrice* : 90 CV ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-proprétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- *technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s)* :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- *espèces dont la capture est autorisée* :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701915AC

Par arrêté n° 25 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Franck Huang, armateur du navire de pêche dénommé "Rahui II", immatriculé à Papeete, numéro PY 3602, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 6,40 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,20 m ;
- *puissance motrice* : 78 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- *technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s)* :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- *espèces dont la capture est autorisée* :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701918AC

Par arrêté n° 26 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Alexandre, Pita Keck, armateur du navire de pêche dénommé "Torea K", immatriculé à Papeete, numéro PY 3763, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 6,35 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,16 m ;
- *puissance motrice* : 82 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-proprétaire ;
- *référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire* : FI 2483.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- *technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s)* :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- *espèces dont la capture est autorisée* :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701917AC

Par arrêté n° 27 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Flavien Koheatiu, armateur du navire de pêche dénommé "Roti", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de la société Haura Marine (S.A.R.L.), B.P. 9265 C.M.P. Fare Ute.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 6,70 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,39 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-proprétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701918AC

Par arrêté n° 28 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Jean Lai, armateur du navire de pêche dénommé "Hinatau", immatriculé à Papeete, numéro PY 1651, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 11,77 m ;
- *largeur hors-tout* : 3,25 m ;
- *puissance motrice* : 435 CV ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur (capitaine), 1 pêcheur ;
- *référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire* : FKVM.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701919AC

Par arrêté n° 29 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Louis, Serge Lalanne, armateur du navire de pêche dénommé "Maolaka", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise de M. Axel Bonno, B.P. 50450 Pirae.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,63 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,33 m ;
- *puissance motrice* : 240 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron pêcheur, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701920AC

Par arrêté n° 30 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Julien Leu, armateur du navire de pêche dénommé "Tikemo II", immatriculé à Papeete, numéro PY 3868, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,60 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,55 m ;
- *puissance motrice* : 200 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire ;
- *référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire* : FT 4516.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701921AC

Par arrêté n° 31 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. André Ley, armateur du navire de pêche dénommé "Atoni VI", immatriculé à Papeete, numéro PY 3899, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,50 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,48 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701822AC

Par arrêté n° 32 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Raitupu Manutahi, armateur du navire de pêche dénommé "Inake", immatriculé à Papeete, numéro PY 3806, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,32 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,50 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.

- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701923AC

Par arrêté n° 33 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Jacques Maono, armateur du navire de pêche dénommé "Tavacarii", immatriculé à Papeete, numéro PY 3817, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,01 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,35 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche sous-marine.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701924AC

Par arrêté n° 34 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Taputu Mapuhi, armateur du navire de pêche dénommé "Teavaroa II", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise de M. Richard Teahoro, zone industrielle de la Punaruu, lot n° 1 Sétit.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,60 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,55 m ;

- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701925AC

Par arrêté n° 35 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tinihaurii Mare, armateur du navire de pêche dénommé "Vicky II", immatriculé à Papeete, numéro PY 3818, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,60 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,55 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire ;
- *référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire* : FO 2596.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701926AC

Par arrêté n° 36 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Dominique Moeau, armateur du navire de pêche dénommé "Aunui", immatriculé

à Papeete, numéro PY 3890, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 5,40 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,20 m ;
- *puissance motrice* : 36 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche à l'épuisette.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701927AC

Par arrêté n° 37 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Thomas Moua, armateur du navire de pêche dénommé "Matirita", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise de M. Axel Bonno.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,63 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,33 m ;
- *puissance motrice* : 200 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.

- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701928AC

Par arrêté n° 38 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Ferdinand Paitia, armateur du navire de pêche dénommé "Cancer", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise de M. Axel Bonno, B.P. 50450 Pirae.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 6,70 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,39 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche aux crustacés.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques ;
 - crustacés.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701929AC

Par arrêté n° 39 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Marcel Poetai, armateur du navire de pêche dénommé "Toerau Moana IV", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise Timi Boat, Mahina.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,52 m ;

- *largeur hors-tout* : 2,60 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche sous-marine.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701930AC

Par arrêté n° 40 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Alain Relmy, armateur du navire de pêche dénommé "Aa-Hei", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,95 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,48 m ;
- *puissance motrice* : 70 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701931AC

Par arrêté n° 41 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Manuel Taaroa, armateur du navire de pêche dénommé "Heiau III", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées

par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 6,60 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,19 m ;
- *puissance motrice* : 130 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire ;
- *référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire* : FN 7944.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701832AC

Par arrêté n° 42 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Francis, Andrew Sanford, armateur du navire de pêche dénommé "Atrikigaro Perle", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de la société Haura Marine (S.A.R.L.), B.P. 9265 C.M.P. Fare Ute.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,16 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,33 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;

- pêche à la ligne de fond ;
- pêche sous-marine.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701833AC

Par arrêté n° 43 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Ralph Taerea, armateur du navire de pêche dénommé "Sylvianne III", immatriculé à Papeete, numéro PY 1346, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 12 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,93 m ;
- *puissance motrice* : 425 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701834AC

Par arrêté n° 44 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Puaiaarii, Otis Tahuhuatama, armateur du navire de pêche dénommé "Samantha", immatriculé à Papeete, numéro PY 3897, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise de M. Axel Bonno, B.P. 50450, Pirae.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 8,13 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,48 m ;

- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 2 pêcheurs.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701936AC

Par arrêté n° 45 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Georgy Taiarui, armateur du navire de pêche dénommé "Hue Hue II", immatriculé à Papeete, numéro PY 3906, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,63 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,48 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701936AC

Par arrêté n° 46 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à Mme Taurei née Taimana Tarona, armateur du navire de pêche dénommé "Tiare Tarona", immatriculé à Papeete, numéro PY 1401, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent

arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 11,90 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,82 m ;
- *puissance motrice* : 370 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 3 pêcheurs ;
- *référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire* : FKQF.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701937AC

Par arrêté n° 47 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Neal Teahui, armateur du navire de pêche dénommé "Neal", immatriculé à Papeete, numéro PY 3911, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise Timi Boat, Mahina.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,51 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,60 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond ;

- pêche à l'épuisette.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701938AC

Par arrêté n° 48 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Roméo Tefana, armateur du navire de pêche dénommé "Tei Hotu", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise de M. Axel Bonno, B.P. 50450, Pirae.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,16 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,33 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701938AC

Par arrêté n° 49 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à Mme Ginette Tehuritaau, armateur du navire de pêche dénommé "Ioane III", immatriculé à Papeete, numéro PY 1292, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 12,03 m ;
- *largeur hors-tout* : 3,60 m ;

- *puissance motrice* : 400 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 pêcheur (capitaine), 3 pêcheurs.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la palangre horizontale.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701940AC

Par arrêté n° 50 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Pierre Teiefitu, armateur du navire de pêche dénommé "Neti", immatriculé à Papeete, numéro PY 1123, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 11,40 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,71 m ;
- *puissance motrice* : 375 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 2 pêcheurs.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701941AC

Par arrêté n° 51 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Terii Tetu, armateur du navire de pêche dénommé "Antonio", immatriculé à Papeete, numéro PY 668, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 10,10 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,75 m ;
- *puissance motrice* : 240 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 2 pêcheurs.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701942AC

Par arrêté n° 52 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Ariiorai, Félix Tipaon, armateur du navire de pêche dénommé "Vaininamu", immatriculé à Papeete, numéro PY 3742, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,60 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,45 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701943AC

Par arrêté n° 53 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Roger Toatiti, armateur du navire de pêche dénommé "Tahua II", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise de M. Axel Bonno, B.P. 50450 Pirae.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,63 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,33 m ;
- *puissance motrice* : 150 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à l'épuisette ;
 - pêche sous-marine.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701944AC

Par arrêté n° 54 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Tupana, Plero Tupana, armateur du navire de pêche dénommé "Zélée", immatriculé à Papeete, numéro PY 3588, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 5,49 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,20 m ;
- *puissance motrice* : 70 CV ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche au harpon.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701945AC

Par arrêté n° 55 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. André Tutavae, armateur du navire de pêche dénommé "Mateata", immatriculé à Papeete, numéro PY 3114, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 5,56 m ;
- *largeur hors-tout* : 1,92 m ;
- *puissance motrice* : 85 CV ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701946AC

Par arrêté n° 56 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Jaroslav Veselsky, armateur du navire de pêche dénommé "Tehinarii", immatriculé à Papeete, numéro PY 1283, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 10,90 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,84 m ;
- *puissance motrice* : 375 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche au harpon.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701947AC

Par arrêté n° 57 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Johnny Varney, armateur du navire de pêche dénommé "Maaki II", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en commande auprès de l'entreprise de M. Axel Bonno, B.P. 50450 Pirae.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors-tout* : 7,63 m ;
- *largeur hors-tout* : 2,33 m ;
- *puissance motrice* : 200 CV diesel ;
- *équipement frigorifique* : néant ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 patron-propriétaire.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche sous-marine.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701949AC

Par arrêté n° 58 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Laurent Wong, armateur du navire de pêche dénommé "Tiarauti II", immatriculé à Papeete, numéro PY 3829, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors-tout : 7,60 m ;
- largeur hors-tout : 2,55 m ;
- puissance motrice : 150 CV diesel ;
- équipement frigorifique : néant ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron-propriétaire, 1 pêcheur ;
- référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire : FT 4037.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la ligne de fond.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : SMA9701949AC

Par arrêté n° 59 CM du 8 janvier 1998.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Jean-Luc Yu Hing, armateur du navire de pêche dénommé "Johnny II", imma-

triculé à Papeete, numéro PY 1260, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- type : navire de pêche ;
- nationalité : française ;
- longueur hors-tout : 11,90 m ;
- largeur hors-tout : 2,84 m ;
- puissance motrice : 435 CV diesel ;
- équipement frigorifique : néant ;
- nombre et composition de l'équipage : 1 patron-propriétaire, 3 pêcheurs ;
- référence de la licence de station de radiotéléphonie de navire : FVZR.

La délivrance de la licence de pêche professionnelle est assortie des conditions suivantes, toutes de rigueur :

- technique(s) ou engin(s) de pêche autorisé(s) :
 - pêche à la canne ;
 - pêche à la traîne.
- espèces dont la capture est autorisée :
 - grands pélagiques ;
 - petits pélagiques.

Les dispositions ci-dessus sont révisables d'office dans les conditions fixées par l'article 6, alinéa 2, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée.

NOR : FCO9701951AC

Par arrêté n° 61 CM du 8 janvier 1998.— La répartition prévisionnelle d'une partie des crédits de paiement du budget d'investissement initial de 1998 est déterminée selon le tableau joint en annexe n° 1-98.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT 1998

Tableau n° 1-98 en FCFP

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	TOTAL
PR	1.063.909.000						625.795.000					500.000.000	50.000.000		2.239.704.000
APF	656.000.000														656.000.000
CESC															0
VP							110.000.000				200.000.000	60.000.000			370.000.000
MFR	714.000.000													7.102.000.000	7.816.000.000
MLA	4.602.500.000										2.274.600.000				6.877.100.000
MEC							126.034.000						200.000.000		326.034.000
MED	2.500.000			1.435.546.000									140.000.000		1.578.046.000
MEF															0
MISO	63.325.000				57.675.000										121.000.000
MJS															0
MSR					504.800.000				19.760.000						524.560.000
MAG								293.660.000					56.100.000		349.760.000
MCV											272.730.000				272.730.000
MEQ		905.000.000	65.000.000			1.139.500.000	250.000.000								2.359.500.000
MTR						13.500.000									13.500.000
MEN													250.000.000		250.000.000
Op. com.															0
	7.102.234.000	905.000.000	65.000.000	1.435.546.000	562.475.000	1.153.000.000	1.111.829.000	293.660.000	19.760.000	0	2.747.330.000	500.000.000	756.100.000	7.102.000.000	23.753.934.000

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1172 PR du 31 décembre 1997 relatif à l'exercice des attributions du vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 197 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels, des ports et des postes et télécommunications ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Nicolas Sanquer, ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications, pendant l'absence de M. Edouard Fritch du 27 décembre 1997 au 2 janvier 1998 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1997.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1173 PR du 31 décembre 1997 relatif à l'exercice des attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 195 PR du 29 mai 1996 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 15 juillet 1996 complétant l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Puchon, ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'artisanat et de l'énergie, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, pendant l'absence de M. Patrick Peaucellier du 29 décembre 1997 au 3 janvier 1998 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1997.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1174 PR du 31 décembre 1997 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la santé et de la recherche, porte-parole du gouvernement.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 205 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la recherche, porte-parole du gouvernement ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Puchon, ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'artisanat et de l'énergie, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la santé et de la recherche, porte-parole du gouvernement, pendant l'absence de M. Patrick Howell du 5 au 10 janvier 1998 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1997.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1175 PR du 31 décembre 1997 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture et de la vie associative.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 338 PR du 26 mai 1997 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la vie associative ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mme Lucette Taero, ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la culture et de la vie associative, pendant l'absence de Mme Angéline Bonno du 29 décembre 1997 au 4 janvier 1998 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1997.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1176 PR du 31 décembre 1997 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'environnement, chargé de la décentralisation.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 210 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, chargé de la décentralisation ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Llewellyn Tematahotoa, ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'environnement, chargé de la décentralisation, pendant l'absence de M. Karl Meul du 3 janvier 1998 au 10 janvier 1998 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1997.
Gaston FLOSSE.

**MINISTERE DES FINANCES
ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES**

Par arrêté n° 79 MFR du 7 janvier 1998.— La régie d'avances du Centre de formation professionnelle des adultes instituée par arrêté n° 1921 FT du 7 mai 1979 et les arrêtés subséquents est supprimée.

Il est mis fin aux fonctions des régisseurs nommés par arrêté n° 82 MFR du 15 janvier 1991.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 115 MFR du 8 janvier 1998.— La nomenclature des comptes du territoire est modifiée selon le tableau joint en annexe à compter du 1er janvier 1998.

L'emploi des recettes de fonctionnement grevées d'affectation spéciale pour financer des dépenses d'équipement est constaté au sous-chapitre qui accueille ces recettes.

PLAN COMPTABLE

N° de compte	Ancien intitulé	Nouvel intitulé
105113 105909	- Subvention de l'Etat autres ministères	Participation de l'Etat (ministère de la justice) Participations diverses
115-04 115-05	Participation au fonds spécial pour le développement du tourisme Participation au fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture	Prélèvement sur la section de fonctionnement - Fonds d'action sociale Prélèvement sur la section de fonctionnement - Lutte contre les fraudes douanes
645-30	Actions d'information en faveur des jeunes	Réseau d'information en faveur des jeunes
651-06	-	Secours en faveur des victimes de cyclones
657-31	Subventions aux organismes internationaux	Subventions aux organismes internationaux et Etats étrangers
657110	Subvention - Activités formation et stages sportifs	Subvention - Activités formation des cadres et dirigeants sportifs
657122	Subvention mini-jeux du Pacifique Sud	Subvention jeux de Polynésie
657133	-	Subvention au Centre de formation professionnelle pour adultes
657135	-	Aides aux organisations professionnelles de pêche
657137	-	Subvention à l'Institut des énergies renouvelables pour le Pacifique Sud
657138	-	Subvention pour l'organisation du Heiva
657139	-	Subvention à l'Office d'action culturelle (fête de l'autonomie)

N° de compte	Ancien intitulé	Nouvel intitulé
657501	-	Versement au budget général - Intérêts sur dette Wasa
657503	-	Subventions pour le traitement des déchets
700-26	-	Produits d'exploitation (Direction des affaires foncières)
722-07	-	Intérêts placements de trésorerie
737-23	-	Participation de l'Etat (MEDETOM)
75014	-	Taxe intérieure produits pétroliers
75015	-	Taxe sur tabacs et alcools importés
75016	-	Taxe de développement local
75017	-	Taxe spéciale pour la protection de l'environnement
75050	-	Amendes et confiscations - Douanes
75650	-	Amendes et pénalités - Direction des affaires foncières
76050	-	Amendes et pénalités - Contributions
831-04	-	Prélèvement pour autofinancement - Fonds d'action sociale
831-05	-	Prélèvement pour autofinancement - Lutte contre la fraude douanes
93402	Ministère de la jeunesse, de l'insertion des jeunes, des sports et de la politique de la ville et son cabinet	Ministère des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès et son cabinet
93403	Ministère des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès et son cabinet	Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières et son cabinet
93404	Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières et son cabinet	Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'artisanat et de l'énergie et son cabinet
93405	Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'artisanat et de l'énergie et son cabinet	Ministère de l'éducation et de la formation supérieure et technique et son cabinet
93406	Ministère de l'éducation et de la formation supérieure et technique et son cabinet	Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine et son cabinet
93407	Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine et son cabinet	Ministère de la solidarité et de la famille et son cabinet
93408	Ministère de la solidarité et de la famille et son cabinet	Ministère de la jeunesse, de l'insertion des jeunes, des sports et de la politique de la ville et son cabinet
93430	-	Dépenses communes des ministères
93711	-	Observatoires hydrologiques
94003	Enregistrement et Domaines	-
94402	-	Délégation à la conservation du patrimoine
95202	Affaires de terres	-
95203	Etat civil et fichier généalogique	-
95250	-	Fonds d'action sociale
95302	Formation professionnelle pour adultes	-
96208	Ecole des T.P.	-
96302	Cadastre	Direction des affaires foncières
97150	-	Amendes à répartir - Contributions
97250	-	Amendes à répartir - Douanes
97251	-	Amendes à répartir - Direction des affaires foncières

MINISTERE DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 122 MTR du 8 janvier 1998.— A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° 763 CM du 8 août 1994 portant octroi d'une licence d'armateur à la S.N.C. Aremiti pour un navire catamaran "Aremiti" à passagers (40 mètres de long) armé en deuxième catégorie, pour la desserte maritime de Moorea, le navire Aremiti 2, affrété par réquisition, est autorisé, lors de son voyage n° 1-98 du 7 janvier 1998, à effectuer des transports scolaires entre les atolls de Hao, Amanu, Vairaatea et Hereheretue.

Le navire devra faire contrôler sa drôme de sauvetage par le service des affaires maritimes et de la navigation, avant le départ, compatible avec le nombre maximum d'élèves transportés.

Les quantités de gazole et d'huile nécessaires à ce voyage sont respectivement de 33.000 litres et 300 litres.

Par arrêté n° 123 MTR du 8 janvier 1998.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 20 CM du 15 janvier 1996 complété, portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A.R.L. Wong et Cie pour l'exploitation du navire Hotu Maru sur la desserte maritime régulière des Tuamotu, le navire Hotu Maru est autorisé à desservir les atolls de Kauehi, Raroia, Nihiru, Hikueru et Marokau, lors de son voyage n° 1-98 du 7 janvier 1998, pour effectuer un ramassage scolaire.

Le navire devra faire contrôler sa drôme de sauvetage par le service des affaires maritimes, avant le départ, compatible avec le nombre maximum d'élèves transportés.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE INTERMINISTERIEL du 12 décembre 1997 fixant les conditions d'accès à certains corps administratifs de catégorie B applicables aux élèves non classés des instituts régionaux d'administration.

Le Premier ministre, le ministre de l'emploi et de la solidarité, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la défense, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, le ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, le secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, le secrétaire d'Etat à l'industrie, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 84-588 du 10 juillet 1984 modifié relatif aux instituts régionaux d'administration, notamment son article 27 ;

Vu le décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 1995 fixant les modalités d'organisation, la nature et le programme des épreuves des concours externe et interne de recrutement des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et de certains corps analogues,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Les élèves non classés des instituts régionaux d'administration (IRA) qui ont été autorisés à subir les épreuves orales des concours d'accès aux corps administratifs de catégorie B énumérés à l'article 27, alinéa 3, du décret du 10 juillet 1984 susvisé peuvent y faire acte de candidature pendant la période d'inscription fixée par l'arrêté d'ouverture.

Art. 2. - Sous réserve des dispositions du présent arrêté, les modalités d'organisation, la nature et le programme des épreuves applicables aux candidats visés à l'article 1^{er} du présent arrêté sont fixés par l'arrêté du 28 juillet 1995 susvisé.

Art. 3. - Les élèves non classés des IRA visés à l'article 1^{er} du présent arrêté sont inscrits sur la liste des candidats autorisés à concourir arrêtée par l'autorité responsable de l'organisation du concours.

Leur nom est porté en annexe de la liste des candidats admis à subir les épreuves d'admission, établie par le jury à l'issue des épreuves d'admissibilité.

Art. 4. - Selon qu'ils remplissent les conditions pour se présenter au concours externe ou au concours interne, ils subissent la ou les épreuve(s) orale(s) d'admission et, le cas échéant, l'épreuve orale facultative fixée(s) par l'arrêté du 28 juillet 1995 précité, article 2 (B et C).

Art. 5. - Pour l'accès au corps des secrétaires administratifs d'administration centrale du ministère des affaires étrangères, les candidats doivent obligatoirement subir l'épreuve orale fixée par l'article 2 (C) de l'arrêté du 28 juillet 1995 précité, dans une des langues arrêtées pour la troisième épreuve écrite d'admissibilité.

A titre facultatif, ils peuvent subir une seconde épreuve orale de langue vivante étrangère, dans une langue différente de celle choisie pour l'épreuve obligatoire, et dans les conditions prévues à l'article 2 (C).

Art. 6. - Après application des coefficients et nonobstant les points éventuellement obtenus à l'épreuve facultative de langue vivante étrangère, l'ensemble des épreuves orales est noté sur 200, s'agissant du concours externe, et sur 180, s'agissant du concours interne (respectivement 240 et 220 pour le corps des secrétaires administratifs d'administration centrale du ministère des affaires étrangères).

A cette fin, une note de 0 à 20 est attribuée pour chaque épreuve. Elle est multipliée par les coefficients suivants :

Concours externe :

- épreuve n° 1 : 6 ;

- épreuve n° 2 : 4.

Concours interne :

- épreuve unique : 9.

Le cas échéant, concours externe et interne :

- épreuve de langue vivante (art. 5, al. 1, du présent arrêté) : 2.

Les lauréats ne peuvent être affectés dans le corps des secrétaires administratifs d'administration centrale du ministère des affaires étrangères que s'ils ont obtenu à l'épreuve de langue vivante étrangère obligatoire une note au moins égale à 8 sur 20.

Art. 7. - Le bénéfice de l'admissibilité aux concours d'accès aux corps administratifs de catégorie B est acquis pour les concours ouverts à compter de la publication de l'arrêté du ministre de la fonction publique autorisant l'élève non classé d'un IRA à subir les épreuves orales des concours et pendant une période qui ne peut excéder vingt-quatre mois.

Pendant ce délai, les candidats peuvent se prévaloir du bénéfice de l'admissibilité une seule fois pour l'accès à chacun des corps concernés. Toutefois, lorsque le concours est organisé de façon déconcentrée, ils peuvent se porter candidats à chacun des recrutements organisés au niveau local à la suite de l'arrêté autorisant le concours, signé par le ministre de la fonction publique et le ou les ministre(s) intéressé(s), au titre d'une année.

Art. 8. - Les directeurs de personnel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 décembre 1997.

Le Premier ministre,

Pour le Premier ministre et par délégation :

Le directeur des services administratifs et financiers,

P. PIERRARD

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de l'administration et de la fonction publique,

M. POCHARD

La ministre de l'emploi et de la solidarité,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration générale, du personnel et du budget,

J.-M. BERTRAND

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration générale et de l'équipement,

J.-M. PAULOT

Le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration et du personnel,

D. ANTOINE

*Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des personnels, de la formation
et de l'action sociale,
G. MOISSELIN*

*Le ministre des affaires étrangères,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'administration,
F. LOTT*

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du personnel
et de l'administration :
L'administrateur civil,
N. Tournyol du Clos*

*Le ministre de la défense,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la fonction militaire
et du personnel civil,
D. CONORT*

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur
du personnel et des services :
Le chef de service,
A. LECOMTE*

*Le ministre de la culture et de la communication,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'administration générale,
F. MARIANI-DUCRAY*

*Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'administration,
C. GALLIARD DE LAVERNÉE*

*Le ministre de l'aménagement du territoire
et de l'environnement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'administration
et du développement,
J.-L. LAURENT*

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur des affaires politiques,
administratives et financières de l'outre-mer,
H.-M. COMET*

*Le secrétaire d'Etat à la coopération
et à la francophonie,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur de l'administration générale,
P. BOBILLO*

*Le secrétaire d'Etat à l'industrie,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur général de l'administration
et des finances,
P. ANDRES*

*Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur de l'administration générale,
F. DARCY*

*Le directeur général
de la Caisse des dépôts et consignations,
P. LAGAYETTE*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 16 décembre 1997 fixant le champ d'application et les taux unitaires de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne.

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 134-4 à R. 134-6 ;

Vu la loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985, notamment son article 57 ;

Vu la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991, notamment son article 125 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l'arrêté du 16 avril 1996 fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne,

Arrêtent :

Article 1er.— Le champ d'application de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne (R.S.T.C.A.) comprend les aérodromes dont la liste est jointe en annexe.

Art. 2.—
Le taux unitaire plein pour l'outre-mer est de 44,36 FF.
.....

Les aérodromes sur lesquels s'appliquent ces différents taux unitaires et les conditions d'application éventuelle sont présentés en annexe.

Art. 3.— Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1er janvier 1998 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 décembre 1997.

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'aviation civile :
Le directeur de la navigation aérienne,
P. JAQUARD.*

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
Le directeur adjoint,
F. JONCHERE.*

ANNEXE

*Liste des aérodromes soumis à la redevance
pour services terminaux de la circulation aérienne
pour l'année 1998*

.....
Aérodromes soumis au taux unitaire plein pour l'outre-mer
.....
Tahiti-Faa'a.
.....

Avis d'ouverture du concours d'admission en première année à l'Ecole des hautes études commerciales, réservé aux élèves des classes préparatoires économiques et commerciales et aux élèves de deuxième année des classes préparatoires littéraires (session de 1998)

Les épreuves écrites du concours d'admission de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) auront lieu les jeudi 23 avril, vendredi 24 avril, samedi 25 avril, mardi 28 avril et mercredi 6 mai 1998 dans les centres suivants :

Amiens, Annecy, Antony-Sceaux, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Fort-de-France (Martinique), Grenoble, La Rochelle, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Melun, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Papeete (Tahiti), Paris, Pau, Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Poitiers, Rabat (Maroc), Reims, Rennes, Rouen, Saint-Denis (Réunion), Saint-Etienne, Saint-Maur, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Versailles.

Selon les circonstances, certains centres pourront être fermés, d'autres ouverts.

Par ailleurs, l'épreuve écrite de techniques de gestion et informatique-droit, commune à l'Ecole des hautes études commerciales (HEC), l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP), l'Ecole supérieure de commerce de Lyon (ESCL), l'Ecole des hautes études commerciales du Nord (EDHEC), les Ecoles supérieures de commerce (ESC), l'Ecole supérieure de commerce de Bordeaux, l'Ecole supérieure de commerce de Marseille, l'Ecole supérieure de commerce de Reims, l'Ecole supérieure de commerce de Rouen, l'Institut commercial de Nancy (ECRICOME), l'Ecole de management européen de Strasbourg (EME), l'Ecole supérieure libre des sciences commerciales appliquées (ESLSCA) et l'Institut supérieur de commerce (ISC), aura lieu le vendredi 24 avril 1998 de 8 heures à 13 heures dans les centres d'examen suivants : Amiens, Annecy, Antony-Sceaux, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, La Rochelle, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Melun, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Paris, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Saint-Maur, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Versailles.

Selon les circonstances, certains centres pourront être fermés, d'autres ouverts.

Les épreuves orales auront lieu au siège de l'école, à Jouy-en-Josas, dans la deuxième quinzaine du mois de juin et la première quinzaine du mois de juillet 1998.

Le nombre de places mises au concours de 1998 est fixé à 380.

Les dossiers d'inscription sont à demander et à renvoyer au directeur des admissions et concours de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), BP 31, 78354 Jouy-en-Josas Cedex, avant le 28 janvier 1998, dernier délai.

Avis d'ouverture du concours d'admission en première année à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, réservé aux élèves des classes préparatoires économiques et commerciales et aux élèves de deuxième année des classes préparatoires littéraires (session de 1998)

Les épreuves écrites du concours d'admission en première année à l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP) auront lieu les jeudi 23 avril, vendredi 24 avril, samedi 25 avril, lundi 27 avril et mardi 28 avril 1998 dans les centres suivants :

Amiens, Annecy, Antony-Sceaux, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Fort-de-France (Martinique), Grenoble, La Rochelle, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Melun, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Papeete (Tahiti), Paris, Pau, Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Poitiers, Rabat (Maroc), Reims, Rennes, Rouen, Saint-Denis (Réunion), Saint-Etienne, Saint-Maur, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes et Versailles.

Selon les circonstances, certains centres pourront être fermés, d'autres ouverts.

Par ailleurs, l'épreuve écrite de techniques de gestion et informatique-droit, commune à l'Ecole des hautes études commerciales (HEC), l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP), l'Ecole supérieure de commerce de Lyon (ESCL), l'Ecole des hautes études commerciales du Nord (EDHEC), les Ecoles supérieures de commerce (ESC), l'Ecole supérieure de commerce de Bordeaux, l'Ecole supérieure de commerce de Marseille, l'Ecole supérieure de commerce de Reims, l'Ecole supérieure de commerce de Rouen, l'Institut commercial de Nancy (ECRICOME), l'Ecole de management européen de Strasbourg (EME), l'Ecole supérieure libre des sciences commerciales appliquées (ESLSCA) et l'Institut supérieur

du commerce (ISC), aura lieu le vendredi 24 avril 1998 de 8 heures à 13 heures dans les centres d'examen suivants :

Amiens, Annecy, Antony-Sceaux, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, La Rochelle, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Melun, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Paris, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Saint-Maur, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Versailles.

Selon les circonstances, certains centres pourront être fermés, d'autres ouverts.

Les épreuves orales auront lieu au siège de l'école dans le courant du mois de juin.

Le nombre de places mises au concours de 1998 est fixé à 300.

Les dossiers d'inscription devront être expédiés au directeur des admissions et concours de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), BP 31, 78354 Jouy-en-Josas Cedex, avant le 28 janvier 1998, dernier délai.

Avis d'ouverture du concours d'admission en première année de l'Ecole de hautes études commerciales du Nord (session de 1998)

Les épreuves écrites du concours d'admission de l'Ecole de hautes études commerciales du Nord (EDHEC) auront lieu les jeudi 23 avril, vendredi 24 avril, samedi 25 avril, lundi 27 avril, mercredi 29 avril, jeudi 30 avril, mardi 5 mai et mercredi 6 mai 1998 dans les centres suivants :

Amiens, Annecy, Antony-Sceaux, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Melun, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Papeete (Tahiti), Paris, Pau, Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Poitiers, Rabat (Maroc), Reims, Rennes, Rouen, Saint-Denis (Réunion), Saint-Etienne, Saint-Maur, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Versailles.

Selon les circonstances, certains centres pourront être fermés, d'autres ouverts.

L'épreuve écrite de techniques de gestion, commune à HEC, ESSEC, ESCP, ESC Lyon, EDHEC, ESC, IESEC, Ecricome, ESLSCA, ISC aura lieu le 24 avril 1998 de 8 heures à 13 heures dans les centres suivants : Amiens, Annecy, Antony-Sceaux, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Melun, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Paris, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Saint-Maur, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Versailles.

Les épreuves orales auront lieu au siège de l'Ecole de hautes études commerciales du Nord, 58, rue du Port, 59046 Lille Cedex, et 393, promenade des Anglais, 06202 Nice, du 22 juin au 7 juillet 1998.

Le nombre de places mises au concours de 1998 est fixé à 450.

Les dossiers d'inscription devront être expédiés au directeur des admissions et concours de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), BP 31, 78354 Jouy-en-Josas Cedex, avant le 28 janvier 1998, dernier délai.

Avis d'ouverture du concours d'admission en première année de l'Ecole supérieure de commerce de Lyon (session de 1998)

Concours d'admission en première année sur programmes des classes préparatoires économiques et commerciales et des classes préparatoires littéraires.

Les épreuves écrites du concours d'admission en première année de l'Ecole supérieure de commerce de Lyon auront lieu les jeudi 23 avril, vendredi 24 avril, samedi 25 avril, mercredi 29 avril, jeudi 30 avril et lundi 4 mai 1998 dans les centres suivants :

Amiens, Annecy, Antony-Sceaux, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, La Rochelle, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Melun, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Papeete (Tahiti), Paris, Pau, Poitiers, Rabat (Maroc), Reims, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Saint-Maur, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Troyes, Versailles, Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et Saint-Denis (Réunion).

Selon les circonstances, certains centres pourront être fermés, d'autres ouverts.

Les épreuves orales auront lieu à l'Ecole supérieure de commerce de Lyon, 23, avenue Guy-de-Collongue, 69132 Ecully Cedex, du jeudi 25 juin au vendredi 10 juillet 1998 inclus.

Le nombre de places mises au concours de 1998 est fixé à 230.

Les dossiers d'inscription sont à demander et à renvoyer au directeur des admissions et concours de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), B.P. 31, 78354 Jouy-en-Josas Cedex.

Date de clôture des inscriptions : mercredi 28 janvier 1998, délai de rigueur.

Liste d'aptitude spéciale aux fonctions de président et de procureur de la République du second grade du 1er janvier 1998 (magistrature).

Inscrit : 44

M. Merle Goulard de Curraize (François), conseiller (Papeete).

Liste arrêtée le 20 novembre 1997.

*Le premier président de la Cour de cassation,
président de la commission d'avancement,
P. TRUCHE.*

**DECRET du 31 décembre 1997
portant promotion et nomination.**

Par décret du Président de la République en date du 31 décembre 1997, pris sur le rapport du Premier ministre et des ministres et visé pour son exécution par le grand chancelier de la Légion d'honneur, vu les déclarations du conseil de l'ordre portant que les présentes promotions et nominations sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés, pour prendre rang à compter de la date de leur réception dans leur grade :

OUTRE-MER

Au grade de chevalier

M. Brault (Guy, Léonce), vice-président d'une association d'anciens combattants en Polynésie française ; 57 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

M. Mai (Temaiohiti), perliculteur en Polynésie française, 63 ans d'activités professionnelles.

ARRETE MINISTERIEL du 16 décembre 1997 portant désignation des assesseurs des tribunaux pour enfants (1re liste).

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 16 décembre 1997, sont désignés pour exercer jusqu'au 31 décembre 2001, au titre de la première liste, les fonctions d'assesseur dans les juridictions ci-dessous :

Cour d'appel de Papeete

Tribunal pour enfants de Nuku-Hiva

Assesseur titulaire : M. Teikiehuupoko (Georges).

Assesseur suppléant : M. Ohotoua (Ratano).

ARRETE MINISTERIEL du 16 décembre 1997 portant désignation des assesseurs des tribunaux pour enfants (2e liste).

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 16 décembre 1997, sont désignés pour exercer jusqu'au 31 décembre 2001, au titre de la deuxième liste, les fonctions d'assesseur dans les juridictions ci-dessous :

Cour d'appel de Papeete

Tribunal pour enfants de Papeete

Assesseur titulaire : Mme Bambridge de Vaudrimey d'Avout de Capellis (Maïana), épouse Cormier.

Assesseurs suppléants : Mme Wiggins (Kaethe), épouse Bessou ; M. Lichtlé (Jean-Claude).

Tribunal pour enfants de Nuku-Hiva

Assesseur titulaire : Mme Goussaud (Augustine).

Assesseur suppléant : Mme Raioha (Tehuahaouti), épouse Teikiteetini.

Tribunal pour enfants de Raiatea

Assesseur titulaire : M. Sham Koua (Pierre).

Assesseur suppléant : Mme Terooatea (Vahine), épouse Sinjoux.

ARRETE MINISTERIEL du 23 décembre 1997 portant interdiction de vente aux mineurs et d'exposition d'une revue.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 23 décembre 1997, considérant le caractère particulièrement violent (séances divers) et pornographique (représentation complaisante de scènes outrancières) ainsi que le danger que représente cette revue pour les mineurs qui pourraient l'acquiescer ou simplement la consulter :

Il est interdit, sous les peines prévues au sixième alinéa de l'article 14 de la loi n° 49-856 du 16 juillet 1949 modifiée sur les publications destinées à la jeunesse, de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs la revue *Confessions BD*, éditée par la société Alixe, Paris.

Est interdite, sous les mêmes peines, l'exposition de cette publication.

**ACTES DES AUTORITES
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Quinzaine du 15 au 28 janvier 1998 inclus)

PAYS	DEVISES	Cours en francs Pacifique
Belgique	1 franc belge	2,95
Suisse	1 franc suisse	75,03
Italie	100 liras	6,19
Etats-Unis d'Amérique	1 dollar	110,64
Australie	1 dollar	71,15
Nouvelle-Zélande	1 dollar	63,16
Canada	1 dollar canadien	77,16
Hong Kong	1 dollar	14,29
Singapour	1 dollar	61,65
Fidji	1 dollar	70,39
Allemagne	1 deutsche mark	60,86
Pays-Bas	1 florin	54,03
Suède	1 couronne suédoise	13,76
Norvège	1 couronne norvégienne	14,71
Danemark	1 couronne danoise	15,99
Autriche	1 schilling	8,65
Espagne	1 peseta	0,71
Portugal	1 escudo	0,59
Japon	100 yens	83,30
Grande-Bretagne	1 livre sterling	179,60
Ecu européen	1 Ecu	120,15

DIRECTION DE LA SANTE

DIPLOMES ENREGISTRES EN 1997 PAR LA DIRECTION DE LA SANTE POUR L'EXERCICE DES PROFESSIONS PARA-MEDICALES

Date enregistrement diplôme	Nom et prénom	Résidence professionnelle	Date et provenance du diplôme
INFIRMIERS/INFIRMIERES			
15/01/97	GROSLAMBERT Martine	TAHITI	Janvier 79 de Toulouse
16/01/97	SCHAEFFER Philippe	TAHITI	Janvier 80 de Paris
20/01/97	VAMILLIER Josémita	TAHITI	Juin 94 de Papeete
22/01/97	GOUX Christelle	TAHITI	06/12/96 de Dijon
3/02/97	BARTELS Brigitte	TAHITI	Janvier 75 de Paris
7/02/97	DURY Emmanuelle	TAHITI	Janvier 76 de Lyon
14/02/97	PAIA Michèle	ISLV-Uturoa	Juin 94 de Papeete
18/02/97	RAFFESTIN Lucie	TAHITI	19/12/95 de Marseille
24/02/97	VAN COPPENOLLE Stéphanie	TAHITI	24/06/92 d'Amiens
28/02/97	KLOUMAN Agnès	TAHITI	Juin 85 de Montpellier
7/03/97	CHOTARD Véronique	TAHITI	Juin 84 de Nantes
7/03/97	KURDYKOWSKI Patrick	TAHITI	Septembre 73 de Nantes
11/03/97	VIALA Sébastien	TAHITI	Janvier 96 de Montpellier
11/03/97	RAQUIN Géraldine	TAHITI	Janvier 96 de Montpellier
11/03/97	LEMOINE Jacky	TAHITI	Janvier 77 de Rennes
11/04/97	HEITAA épouse GONON M. Jose	TAHITI	Juin 91 de Papeete
21/04/97	RIDEAU Béatrice	TAHITI	Juin 87 de Paris
25/04/97	LABUTHIE Rosan	TAHITI	Juin 81 de Chartres
28/04/97	CHIMENTON Marie-Pierre	TAHITI	Janvier 77 de Lyon
23/05/97	HAUMANI Jean	ISLV-BORA BORA	Juin 92 de Papeete
26/05/97	TERAI Bélanda	MOOREA	92 de Papeete
28/05/97	TEINAORE Jean-Paule	MOOREA	92 de Papeete
28/05/97	PARKER Wanda	TAHITI	92 de Papeete
28/05/97	TEHAAI Rosie	TAHITI	92 de Papeete
5/06/97	HEBERT Chantal	TAHITI	Janvier 78 de Lille
5/06/97	TEKORI Maire	MOOREA	Juin 92 de Papeete
9/06/97	HURI Ariioehau	TAHITI	Juin 92 de Papeete
9/06/97	SAVET Florence	TAHITI	Juin 88 de Lyon
9/06/97	RODRIGUEZ Nathalie	ISLV	Juin 91 de Toulouse
10/06/97	KAVERA Maire	TAHITI	Juin 92 de Papeete
11/06/97	BOYER Catherine	TAHITI	Juin 92 de Papeete
12/06/97	PEYRISSAGUET Béatrice	TAHITI	Juin 92 de Papeete
13/06/97	MESTRE Evelyne	TAHITI	Juin 92 de Papeete
17/06/97	BURNS Hinamoenu	TAHITI	de Papeete
17/06/97	RAIHAUTI Léontine	TAHITI	Septembre 64 de Papeete
17/06/97	HUIOUTU Odile	TAHITI	Session 93 de Papeete
19/06/97	LESUEUR Sophie	TAHITI	Juin 86 de Marseille
20/06/97	ROGER Mireille	ISLV-Uturoa	30/06/93 de Cannes
24/06/97	ROMPILLON Delphine	TAHITI	Avril 97 de Paris
26/06/97	FLOHR Pascale	TAHITI	de Papeete
27/06/97	WIART Hervé	TAHITI	21/11/95 de Lille
27/06/97	CHEYNE Pascale	TAHITI	21/11/95 de Lille
4/07/97	TEHEIURA Ellevey	ISLV-uturoa	Juin 92 de Papeete

Date enregistrement diplôme	Nom et prénom	Résidence professionnelle	Date et provenance du diplôme
INFIRMIERS/INFIRMIERES			
16/07/97	BELLEGUIC Peggy	TAHITI	30/11/95 de Rennes
18/07/97	NGUYEN Meari	TAHITI	Novembre 95 de Papeete
23/07/97	BEAUDEANT Marie-Claire	TAHITI	Novembre 90 de Toulouse
29/07/97	TAHUHUTERANI Gustave	TAHITI	27/06/76 de Papeete
29/07/97	LEOU Linda	TAHITI	Juin 92 de Papeete
11/07/97	GUIBERT LASSALE Pierre	TAHITI	Novembre 96 de Papeete
14/08/97	TOURNIER Régine	TAHITI	Juin 86 de Paris
22/08/97	MOLUSSON Catherine	TAHITI	Juin 93 de Paris
25/08/97	ROUX Nathalie	TAHITI	Juin 87 d'Orléans
26/08/97	POLLART Patricia	TAHITI	Juin 76 de Paris
1/09/97	BICOS Patricia	TAHITI	Juin 93 de Paris
2/09/97	CHIR Karole	TAHITI	Juin 93 de Paris
2/09/97	AKAR Zarah	TAHITI	Juin 94 de Paris
3/09/97	DURAND Nathalie	TAHITI	Juin 85 d'Ajaccio
18/09/97	CAMUS Jean-Luc	TAHITI	1/1/90 de l'armée de l'Air
18/09/97	ARO Lovinia	TAHITI	de Papeete
1/10/97	VIDAL Marie-Françoise	ISLV-BORA	Juin 84 de Limoges
2/10/97	HENCHES Annick	MOOREA	10/6/1991 de Strasbourg
2/10/97	PASSALACQUA Marie-Paule	TAHITI	Septembre 65 de Marseille
10/10/97	GUEROULT Anne	TAHITI	Juin 87 de Marseille
17/10/97	DRUMMER Muriel	TAHITI	10/06/91 de Strasbourg
20/10/97	DELAUNAY Marie-Line	TAHITI	Juin 88 d'Orléans
21/10/97	LE GOUIC Isabelle	TAHITI	Septembre 73 de Nantes
22/10/97	DESMIS Laetitia	TAHITI	10/10/94 d'Amiens
27/10/97	BRINGOLD Christina	TAHITI	30/04/97 de Paris
6/11/97	LAUFFATTE Roland	TAHITI	de Papeete
12/11/97	HENRI Maryvonne	MOOREA	Janvier 80 de Nantes
14/11/97	MURE Gisèle	ISLV	Septembre 69 de Paris
24/11/97	REICHART Mata	MOOREA	Juillet 68 de Papeete
28/11/97	GENY Alain	TAHITI	Novembre 96 de Papeete
28/11/97	AVRIL Gwénaél	TAHITI	7/6/96 de Paris
28/11/97	RICHMOND Chantal	ISLV-Uturoa	Novembre 95 de Papeete
2/12/97	DEMEAUTIS Mathias	TAHITI	Juin 92 de Papeete
2/12/97	MAN YOUK LAN June	TAHITI	Novembre 92 de Papeete
8/12/97	ELLACOTT Monique	ISLV-Bora Bora	de Papeete
8/12/97	MARTINO Nicole	ISLV-Bora Bora	Janvier 75 de Lyon
11/12/97	CAPDEVILLA Monique	TAHITI	30/06/69 de Toulouse
12/12/97	BELKAROUBI Isabelle	TAHITI	04/07/94 de Bordeaux
17/12/97	LEBEGUE Gilles	TAHITI	Novembre 95 de Papeete
22/12/97	HORLEY Jean-Marie	TAHITI	Juin 90 de Papeete
22/12/97	ADAM Chantal	TAHITI	Janvier 81 de Rennes
23/12/97	PERASTE Annie	TAHITI	Juin 91 de Paris

Date enregistrement diplôme	Nom et prénom	Résidence professionnelle	Date et provenance du diplôme
ORTHOPHONISTES			
20/01/97	DARNOIS Dominique	TAHITI	4/7/84 d'Aix -Marseille
16/07/97	L'HER Catherine	TAHITI	5/08/1993 de Paris
20/08/97	LAUNAY Pascale	TAHITI	7/10/80 de Nantes
13/10/97	KONG Diana	TAHITI	26/6/97 de Montpellier
5/12/97	PASQUIER Marie-Christine	TAHITI	27/11/78 de Lille
PEDICURE PODOLOGUE			
21/01/97	KIRCHHOFF RYMAN Florence	TAHITI	Juin 88 de Rennes
MASSEURS KINESITHERAPEUTES			
12/02/97	CHAVIGNY Claire	TAHITI	Juin 94 de Paris
17/02/97	GUERLIN Sophie	TAHITI	Juin 95 de Marseille
17/02/97	FERRARA Olivier	TAHITI	Juin 95 de Marseille
28/02/97	MONTEIL Frédéric	TAHITI	Juin 95 de Paris
23/04/97	GIRARD Sophie	TAHITI	Septembre 93 de Paris
5/05/97	LECOTIER Loïc	TAHITI	Juin 92 d'Amiens
12/05/97	COUSIN Isabelle	TAHITI	Juin 91 de Paris
29/05/97	CASSAN Jean-Pierre	TAHITI	15/11/63 de Paris
25/06/97	GERARD Didier	MOOREA	Juin 96 de Marseille
14/08/97	CHARGROS Joëlle	TAHITI	Septembre 84 de Lyon
22/08/97	DINAND Karine	ISLV	Juin 95 de Bordeaux
18/08/97	GEORGEL Olivier	TAHITI	Juin 86 de Paris
1/09/97	BOUVACHON Sophie	TAHITI	Septembre 79 de Paris
9/09/97	DIVERRES Michaël	MOOREA	Juin 92 de Lille
9/09/97	BLARD David	TAHITI	Juin 95 de Nancy
22/09/97	SIMONETTI Béatrice	ISLV	Juin 95 de Lyon
29/09/97	PEREZ Stéphane	TAHITI	Juin 95 de Paris
1/10/97	CHEVROT Vincent	TAHITI	Mai 91 de Montpellier
6/10/97	SAURA Christophe	ISLV	Juin 93 de Bordeaux
7/10/97	POLVENT Franck	ISLV	30/06/1995 de Belgique
14/10/97	BOUGOT Carole	TAHITI	Juin 96 de Rennes
22/10/97	MOUGIN Pascale	TAHITI	Juin 83 de Toulouse
22/10/97	LECERF Eric	TAHITI	Juin 92 de Bordeaux
23/10/97	VIAL Michael	TAHITI	Juin 95 de Lyon
29/10/97	VULLIEZ François	TAHITI	Septembre 91 de Paris
4/12/97	CARATTI Françoise	TAHITI	Juin 79 de Paris
11/12/97	GUIGNE Brice	TAHITI	01/06/82 de Paris
MANIPULATEUR ELECTORADIOLOGUE MEDICAL			
11/09/97	PALACIO Sophie	TAHITI	Juin 97 de Montpellier
AIDES-SOIGNANTS			
25/02/97	KEMALEDINE Marie-Claude	TAHITI	26/05/77 de Lille
19/03/97	ESOA ROQUE Yvon	TAHITI	01/04/87 de Dinan
21/07/97	PASQUIET Patrick	TAHITI	01/09/84 de Toulon

Les avis, observations ou oppositions pourront également être expédiés au service des affaires administratives, B.P. 88, Papeete (Tahiti).

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)
11, avenue Bruat

"SOCIÉTÉ CIVILE CARDELLA"
Société civile transformée en société anonyme
Capital : 400.000 F CFP porté à 5.000.000 F CFP
Siège social : Papeete, rue Anne-Marie-Javouhey
R.C.S. PAPEETE N° 550 B
N° TAHITI 28423

I - AUGMENTATION DU CAPITAL

Aux termes d'un acte reçu au rang des minutes de Me BRUGGMANN, notaire à Papeete, les 26 et 27 décembre 1997, il a été décidé d'augmenter le capital social de 4.600.000 F CFP, pour le porter à 5.000.000 F CFP, par la création et l'émission au pair de 460 parts nouvelles de 10.000 F CFP chacune, intégralement souscrites et libérées en totalité en numéraire.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Mention périmée

Capital social : 400.000 F CFP, divisé en 40 parts sociales de 10.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Mention nouvelle

Capital social : 5.000.000 F CFP, divisé en 500 parts sociales de 10.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

II - TRANSFORMATION EN SOCIÉTÉ ANONYME

Toujours aux termes d'un acte reçu au rang des minutes de Me BRUGGMANN, notaire à Papeete, les 26 et 27 décembre 1997, sus-énoncé, tous les associés à l'unanimité ont décidé de transformer à compter du même jour, la société en société anonyme et ont adopté les statuts de la société sous sa nouvelle forme.

Les modifications des mentions antérieurement publiées qui sont frappées de caducité sont les suivantes.

Ancienne mention

Forme : Société civile.

Dénomination sociale : Société civile CARDELLA.

Administration et direction, gérant : M. Sylvain-Pierre BOSCHI, demeurant à PUNAAUIA, P.K. 9, résidence Taina.

Commissaire aux comptes titulaire : Néant.

Commissaire aux comptes : Néant.

Nouvelle mention

Forme : Société anonyme à conseil d'administration.

Dénomination sociale : CARDELLA.

Administration et direction, administrateurs : M. Yves GENDRON, demeurant à FAAA, résidence Hopetoi, quartier Arbelot ; M. Michel GALTIER, demeurant à ARUE, P.K. 5,600, côté mer ; M. Bernard RUSTERHOLTZ, demeurant à PAPEETE ; M. Charles BELL, demeurant à PIRAE, lotissement Vetea 2 ; et M. Hugues FADIE, domicilié à PUNAAUIA, B.P. 13721.

Président du conseil d'administration : M. Yves GENDRON.

Commissaire aux comptes titulaire : M. Patrick CHAINE, expert-comptable, domicilié à PAPEETE, B.P. 21213.

Commissaire aux comptes suppléant : M. Patrick ANCEL, expert-comptable, domicilié à PAPEETE, B.P. 3658.

Mentions complémentaires à publier en raison de la nouvelle forme :

- Nombre et valeur nominale des actions souscrites en numéraire : 500 actions de 10.000 F CFP chacune.
- Montant libéré du capital : 5.000.000 F CFP.
- Répartition des bénéfices et du boni de liquidation : Entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.
- Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations dès lors que ses titres sont inscrits sur le registre de la société cinq jours au moins avant la date de la réunion. Tout actionnaire peut également voter par correspondance. Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède d'actions, sans limitation.
- Cessibilité des actions : Toute cession d'actions doit respecter les droits de préemption prévus aux statuts. En outre, en cas de non-exercice de ces droits de préemption, toute cession, à l'exception de la cession à un conjoint, ascendant ou un descendant du cédant ou encore à un autre actionnaire doit, pour devenir définitive, être soumise au droit d'agrément prévu aux statuts.
- Existence d'avantage particulier : Néant.

Pour avis et mention,
Me BRUGGMANN, notaire.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
Notaire à la résidence de PAPEETE (île de Tahiti)

"CENTRE DE CONVALESCENCE TE TIARE"

Société anonyme

Capital : 44.000.000 F CFP

Siège social : PUNAAUIA, Outumao

R.C.S. PAPEETE N° 2910 B

N° TAHITI 140145

COOPTATION D'ADMINISTRATEURS NOMINATION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT

Suivant délibérations du conseil d'administration en date du 18 décembre 1997 et pour faire suite à la démission de M. Sylvain-Pierre BOSCHI de son mandat d'administrateur, M. Yves GENDRON a été coopté en qualité d'administrateur pour la durée du mandat de son prédécesseur.

Toujours aux termes de la même délibération du conseil d'administration en date du 18 décembre 1997, M. Yves GENDRON a été nommé en qualité de président du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administra-

teur, en remplacement de M. Sylvain-Pierre BOSCHI, président démissionnaire, et la S.A. "TE URU API HOLDING" a été coopté en qualité d'administrateur, en remplacement de la SOCIETE CIVILE CARDELLA, administrateur démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir de cette dernière.

Toutes ces démissions, cooptations et nomination du président du conseil d'administration ont été stipulées pour compter du 30 décembre 1997.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Mention périmée

Administrateurs : M. Sylvain-Pierre BOSCHI, domicilié à PAPEETE, B.P. 295 ; M. Michel DAVID, domicilié à ARUE, B.P. 140045 ; la SOCIETE CIVILE CARDELLA, dont le siège est à PAPEETE, rue Anne-Marie-Javouhey, R.C.S. PAPEETE n° 550-B, représentée par M. René LOUIS ; et M. Bertho ROOMATAAROA, domicilié à PAPEETE, B.P. 611.

Président du conseil d'administration : M. Sylvain-Pierre BOSCHI susnommé.

Mention nouvelle

Administrateurs : M. Yves GENDRON, domicilié à PAPEETE, B.P. 830 ; M. Michel DAVID, domicilié à ARUE, B.P. 140045 ; la S.A. "TE URU API HOLDING", dont le siège est à PAPEETE, 11, avenue Bruat, R.C.S. PAPEETE n° 6429 B, représentée par M. Yves GENDRON ; et M. Bertho ROOMATAAROA, domicilié à PAPEETE, B.P. 611.

Président du conseil d'administration : M. Yves GENDRON susnommé.

Pour avis et mention,
Me BRUGGMANN, notaire.

OFFICE NOTARIAL CORMIER ET CALMET Papeete, 415, Boulevard Pomare

EQUIP AUTO
S.A.R.L. au capital de 25.000.000 F CFP
Siège social : Papeete, Fare Ute, zone de la Papeava

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique CALMET, notaire associé de la Société Civile Professionnelle "Office notarial CORMIER et CALMET", titulaire d'un office notarial à Papeete, le 29 décembre 1997, il a été constitué une société à responsabilité limitée régie par les lois du 24 juillet 1966 et du 11 juillet 1985, dénommée EQUIP AUTO au capital de 25.000.000 de francs CFP, pour une durée de 99 années.

Le siège de cette société a été fixé à Papeete, Fare Ute, zone de la Papeava.

Elle a pour objet notamment :

- l'achat, l'importation, la distribution, la vente en gros, demi-gros ou au détail, de tous accessoires, pneus, outillages, équipements, pièces détachées et, plus généralement, de tous matériels et accessoires utilisés dans l'industrie automobile et tout ce qui s'y rapporte.
- La réparation et l'entretien de tous véhicules automobiles, de plaisance ou utilitaires.
- La représentation, le courtage, la commercialisation en général des produits susvisés.

Il a été fait uniquement un apport en nature par la société SERVICE MOBIL, société anonyme au capital de 945.000.000 de francs CFP, dont le siège est à Papeete, Fare Ute, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Papeete sous le n° 47 B, de la branche d'activité de vente de pneumatiques et d'accessoires automobiles exploitée à Papeete, Fare Ute, zone de la Papeava, sous l'enseigne EQUIP AUTO, pour une valeur nette de tout passif fixée à 25.000.000 de francs CFP.

La société a pour gérants :

- M. Jacques SIU, demeurant à Punaauia, lotissement Te Tavake ;
- Mme Micheline SIU, demeurant à Punaauia, lotissement Lotus.

Commissaire aux comptes titulaire : M. Charles MUSIYAN, domicilié à Papeete, 23, avenue du Prince-Hinoui, est nommé commissaire aux comptes titulaire de la société pour les six premiers exercices.

Commissaire aux comptes suppléant : La S.C.P. de commissaire aux comptes REDON-PELLOUX, société civile professionnelle au capital de 1.000.000 de francs CFP, dont le siège est à Papeete, Fare Ute, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Papeete sous le n° 4706 C, est nommée commissaire aux comptes suppléante de la société pour les six premiers exercices.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me D. CALMET, notaire associé.

OFFICE NOTARIAL CORMIER ET CALMET Papeete, 415, Boulevard Pomare

PREMIER AVIS D'APPORT

Suivant acte reçu par Me Dominique CALMET, notaire associé de la Société Civile Professionnelle "Office Notarial CORMIER et CALMET", titulaire d'un office notarial à Papeete, le 29 décembre 1997, enregistré à Papeete, le 31 décembre 1997, folio 10, bordereau 271/3, la société SERVICE MOBIL, société anonyme au capital de 945.000.000 de francs CFP, dont le siège est à Papeete, Fare Ute, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Papeete sous le n° 47 B, a fait apport à la société EQUIP AUTO, constituée aux termes dudit acte,

De la branche d'activité de vente de pneumatiques et d'accessoires automobiles exploitée à Papeete, Fare Ute, zone de la Papeava, sous l'enseigne EQUIP AUTO, et pour lequel elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Papeete sous le n° 47 B, le tout estimé à 25.000.000 de francs CFP.

Cet apport, net de tout passif, a été effectué moyennant l'attribution de 2.500 parts de 10.000 francs CFP chacune à la société SERVICE MOBIL.

La société, propriétaire du fonds de commerce apporté à compter du jour de l'apport, en aura la jouissance à compter du 1er janvier 1998, de sorte que toutes les opérations tant actives que passives effectuées depuis cette date et concernant l'exploitation du fonds apporté, seront réputées avoir été faites pour le compte de la société qui les reprendra à son compte dès son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les créanciers de l'apporteur auront un délai de dix jours à compter de la dernière en date des publications prescrites par la loi pour faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de Commerce de Papeete.

Pour première insertion.
Me D. CALMET, notaire associé.

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant requête présentée devant le tribunal civil de première instance de PAPEETE, M. Alain GUEHENNEUC, retraité, né le 25 mai 1947 à CARENTOIR (MORBIHAN), et Mme Annick BEZIER, couturière, née le 27 décembre 1948 à REDON, ont sollicité l'homologation de l'acte dressé le 26 septembre 1997 par Me DUBOUCH, notaire à PAPEETE, aux termes duquel ils entendent modifier leur régime matrimonial actuel celui de la séparation de biens.

ANNONCES DIVERSES

CONFRERIE DES FRERES DE LA COTE DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er décembre 1997)

Président : LE HEBEL Jean-Pierre
Secrétaire : RACHET Patrice
Trésorier : CORNETTE DE SAINT-CYR Henri

ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION PEDAGOGIQUE ET PROFESSIONNELLE DANS L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (A.R.P.E.C.)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 décembre 1997)

Présidente : MAILION Solange
Vice-président : CHOTARD Dominique
Secrétaire : LÉBOUCHER Michel
Secrétaire adjoint : ROUET Jean-Michel
Trésorier : TRILHA Jean-François

CLUB DE TIR TIARE APETAHI ANCIENNEMENT DENOMME CLUB DE TIR AUX PIGEONS TIARE APETAHI

Modifications des statuts

L'association a aussi pour objet :

- le tir à la carabine de précision ;
- le tir au pistolet et au revolver.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 décembre 1997)

Président : PRATX Jean-Hiro
Vice-président : TEHAHE Jean-Claude
Secrétaire : HIRO Toni junior
Secrétaire adjoint : SAM KOUA Jerry
Trésorier : MOURIN Gino
Trésorier adjoint : GUILLOUX Rémy

COMITE DES JEUNES DE ARUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 décembre 1997)

Président d'honneur : TARUOURA Ralph
Président : MATA Alfred
Secrétaire : IOTÉFA Victor
Secrétaire adjointe : TEURUARI Marena
Trésorier : BRODIEN Jimmy
Trésorière adjointe : WILLIAMS Emeline
Assesseur : TERIIRA Garry

UNION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS D'INDOCHINE DES T.O.E. ET D'A.F.N. (U.N.A.C.I.T.A.) SECTION DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 janvier 1998)

Président : BOYER Alain
Vice-président : DENAMIEL Jean
Secrétaire : BALDUCCI René
Secrétaire adjoint : LACROIX Jacky
Trésorier : DEHEZ Gerd
Trésorier adjoint : JOQUEL Paul
Porte-drapeau : GRESSET Jean

AMICALE DU PERSONNEL DE LA DIRECTION DE LA SANTE PUBLIQUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er décembre 1997)

Présidente : MANUIREVA-HOIORE Clothilde
Vice-présidente : LAILLE-BERNADINO Béatrice
Secrétaire : TERIIRA Micheline
Trésorier : GARBUT Richard

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE AHUREI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 novembre 1997)

Présidente : NARII Veiaata
Vice-présidente : LEDARD Ritia
Secrétaire : MAKE Tevaianake
Secrétaire adjointe : FARAIRE Matira
Trésorière : FARAIRE Teretia
Trésorière adjointe : BEA Evelyne
Assesseurs : PUKOKI Paulina
RIARIA Albertine

UNION SPORTIVE TARAVAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 décembre 1997)

Président d'honneur : PERRY Sylve
Président : VIVISH Jim
Vice-président : FAOA Thierry
Secrétaire : VAIRAAROA Titaua
Secrétaire adjoint : LENOIR Benoît
Trésorière : PICARD Christina
Trésorière adjointe : FLOHR Juliana

**SYNDICAT TERRITORIAL
DE L'ENSEIGNEMENT CHRETIEN**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er décembre 1997)

Président	:	CLAVREUL Roland
Vice-présidente	:	MARA Hélène
Secrétaire	:	DAUPHIN Eric
Trésorier	:	BEAUCHESNE Denis
Assesseeurs	:	TEMEHARO Nadia
		RABOTIN Julienne
		BOVY Claire
		CHUNG Jacques
		TAOFIFENUA Liliane

**FEDERATION DES SYNDICATS
DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er décembre 1997)

Président	:	CLAVREUL Roland
Vice-présidente	:	TROUILLET Margaret
Secrétaire	:	SOUFET Pierre
Trésorière	:	LUCAS Heiata
Assesseeurs	:	JACQUET Dallas
		GUICHARD Jean-Luc
		CHUNG Jacques
		MARAIN Anita

**ASSOCIATION SPORTIVE COURIR EN POLYNESIE
(A.S.C.E.P.)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 décembre 1997)

Président	:	BRILLAND Jackie
Secrétaire	:	FINEL Patricia
Trésorier	:	RICHIDE Christian

ASSOCIATION TAKOA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 janvier 1998)

Président d'honneur	:	TAGI a TEGAKAU Heiroti
Président	:	TEIRI Ferdinand
Vice-président	:	TEIRI Alfred
Secrétaire	:	TEIRI Bianca Evy
Secrétaire adjointe	:	TEIRI Bianca
Trésorier	:	TEIRI Foronos
Trésorière adjointe	:	TEIRI Teehu
Assesseeurs	:	TEIRI Gérard
		TEIRI Félix
		TEIRI Bertha
Commissaires aux comptes	:	TEIRI Athanase
		TEIRI Eugène

ASSOCIATION FAMILIALE TEHAERETUA A MAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 novembre 1997)

Président	:	DEANE Charles
Vice-président	:	ANDERSON Georges
Secrétaire	:	DUCHEMANN Angéline
Secrétaire adjointe	:	TEPEA Carlina
Trésorier	:	KECK Alexandre
Trésorier adjoint	:	MAI Amota

**ASSOCIATION OPUEROA DE PUEU
ANCIENNEMENT DENOMMEE AMICALE APETAHI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 janvier 1998)

Président	:	TAMU Tauhiro
Vice-présidents	:	PUHETINI Albert
		TEOTAHU Isaia
Secrétaire	:	HOAREAU Joselyne
Secrétaire adjointe	:	TIEN-WAH Moerai
Trésorière	:	POUPARD Georgina
Trésorière adjointe	:	TERAITETIA Anabella

CLUB AVENTURE PORINETIA FARANI

Dissolution d'association

Lors de l'assemblée générale du 5 janvier 1998, il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

ASSOCIATION VOLLEY-BALL U.C.J.G. TEAHUPOO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 décembre 1997)

Président	:	ROCHETTE Fabrice
Vice-président	:	ROCHETTE Michel
Secrétaire	:	LABASTE Rose-Marie
Secrétaire adjointe	:	TEUIRA Valérie
Trésorière	:	TANEMATEA Lisette
Trésorière adjointe	:	ROCHETTE Victorine

ASSOCIATION TAMARII UPORU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 novembre 1997)

Président	:	MOUPHAS Robert
Vice-présidents	:	OHU Opeta
		TEIRI Manca
Secrétaire	:	ARIHOEHAU Nathalie
Secrétaire adjoint	:	TEIHO Eudie
Trésorier	:	CHANG YINE Tsin
Trésorier adjoint	:	RUA Jean-Marie
Membres	:	TAMU Bruno
		PANI Etera

ASSOCIATION ARTISANALE TE AKAU TAKI'EKA O PAKIU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 octobre 1997)

Président d'honneur	:	TEIKITOHE Pierre
Président	:	HIKUTINI Casimir
Vice-président	:	HAITI Anselme
Secrétaire	:	KAMIA Eularita
Secrétaire adjointe	:	TEIKITOHE Maria
Trésorier	:	TEIKITOHE Edouard
Trésorière adjointe	:	TEHUITUA Mearie
Assesseeurs	:	TEIKITOHE Fabienne
		TEIKITOHE Marie
		TEIKIHIOUAKATU Pua
		FALCHETTO Noëlle

ASSOCIATION ALINEA*(Récépissé n° 1874-97 DRCL/A du 24 décembre 1997)***Extraits de statuts**

L'association dite "ALINEA", fondée le 15 décembre 1997, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- l'incitation à la création d'œuvres originales ;
- la promotion de l'expression artistique en solo ou en groupe ;
- la recherche constante d'opportunités à produire en public les membres utilisateurs et fondateurs ;
- l'initiation aux activités scéniques pour les enfants et adultes ;
- l'organisation de manifestations à caractère culturel et artistique ;
- la formation et la préparation aux divers métiers d'artiste ;
- les buts ci-dessus décrits peuvent s'exercer dans tous les pays avec lesquels l'association passerait une convention.

Elle a son siège social à Mahina, P.K. 13, Orofara, côté montagne, B.P. 3598, Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : GUIRADO Anne
Secrétaire-trésorière : NOLET Aline

ASSOCIATION NOA ATU*(Récépissé n° 1849-97 DRCL/A du 17 décembre 1997)***Extraits de statuts**

Il a été constitué le 3 septembre 1997 conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, une association qui prend la dénomination de "ASSOCIATION NOA ATU".

L'association a pour but de promouvoir et de développer toutes activités de loisirs et d'éducation populaire destinées à la jeunesse de Tevaitoa et de Tehurui.

Le siège social est fixé à Tevaitoa, section de commune de Tumaraa (Raïatea). Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

La durée de cette association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur : GUILLLOUX-CHEVALIER Albert
ATA Augustin
Président : BROTHERS Franklin
Vice-président : TAEAEATA Tinivanan
Secrétaire : GOLTZ Gérard
Secrétaire adjointe : MANAFENUAROA Christiane
Trésorière : TAHITI Frédérique
Trésorière adjointe : BROTHERS Pascaline
Commissaires aux comptes : TEHAAI Iris
PASSAL Marie-France

ASSOCIATION MAHUTA SANS SOUCI*(Récépissé n° 1878-97 DRCL/A du 24 décembre 1997)***Extraits de statuts**

L'association dite MAHUTA SANS SOUCI, fondée le 13 décembre 1997, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de protéger nos droits fonciers, la nature, l'environnement.

Elle a son siège social à Avatoru, Rangiroa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : AMI Eugène
Vice-président : TEHINA Didier
Secrétaire : AMI MATA
Secrétaire adjoint : FAREEA Tamati
Trésorière : PUTOA Ella
Trésorier adjoint : PAE Maurice

**COOPERATIVE DU GROUPE SCOLAIRE
DE OPOA-FAREATAI-PUOHINE***(Récépissé n° 1842-97 DRCL/A du 16 décembre 1997)***Extraits de statuts**

A partir du 6 novembre 1997, il est constitué entre les maîtres, les élèves, les anciens élèves et parents d'élèves de OPOA-FAREATAI-PUOHINE, une coopérative unique dénommée "Coopérative du groupe scolaire de OPOA-FAREATAI-PUOHINE", dont le siège se trouve à l'école de OPOA.

La coopérative a pour objet sous le contrôle permanent du directeur :

- de prendre soin des écoles du groupe scolaire et de les rendre agréables de façon à encourager la fréquentation scolaire ;
- d'entretenir et d'améliorer le fonds de la B.C.D. (bibliothèque centre documentaire), les bibliothèques de classe, le matériel didactique, pédagogique, informatique et autre matériel de bureau ainsi que le matériel d'éducation physique et sportive du groupe scolaire ;
- d'organiser des fêtes scolaires et sportives, des représentations théâtrales ou cinématographiques, des sorties et voyages d'études ;
- de resserrer les liens de solidarité entre les écoles et les familles du groupe scolaire par des œuvres de bienfaisance ;
- de financer toute initiative intéressante dans le cadre des projets de classe et du projet d'école.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : PRATX Jean-Hiro
Vice-présidentes : PUKE Raita
FAATAHE Juliana
Secrétaire : DELORD Louana
Trésorière : TAVITA Pauline
Trésorier adjoint : EBB Moïse

ASSOCIATION FAMILIALE TETUATITI A MAUI*(Récépissé n° 20-98 DRCL du 9 janvier 1998)***Extraits de statuts**

Il a été constitué le 6 décembre 1997, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle prend le nom de ASSOCIATION FAMILIALE TETUATITI A MAUI.

L'association a pour objet dans le respect des statuts et règlements dans la famille TETUATITI A MAUI :

- de recueillir tous documents officiels et règlements dans les différents services administratifs (état civil, tribunal, cadastre, domaine, etc.) ;
- de se regrouper, de se reconnaître et de resserrer les liens familiaux ;
- d'engager toute action pour faire aboutir les revendications concernant notre patrimoine ;
- de défendre et de protéger les biens familiaux et ancestraux et autres ;
- d'avoir son identité familiale et juridique ;
- rechercher des fonds.

Son siège social est situé à Faaa, route de Puurai, quartier Tuuhia, B.P. 60266 Faaa, suivant la décision de l'association.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: LAI Justine
Vice-président	: PIHAATAE Eddy
Secrétaire	: PUTOA Vanina
Secrétaire adjointe	: TUUHIA Christiane
Trésorière	: TEOTAHU Taiana
Trésorière adjointe	: TAURAATUA Eléonore

ASSOCIATION RELIGIEUSE TE FAAROO CHERISETIANO NO PAPARA*(Récépissé n° 18-98 DRCL du 9 janvier 1998)***Extraits de statuts**

L'ASSOCIATION RELIGIEUSE TE FAAROO CHERISETIANO NO PAPARA, fondée le 30 décembre 1997, a pour objet de procéder à des œuvres de bienfaisance de l'église.

Elle est affiliée à la Fédération des associations religieuses "TE FAAROO CHERISETIANO".

Son siège social est fixé à Papara, quartier Temarua.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: UFA Guilbert
Vice-président	: RAURAHU Tehei
Secrétaire	: UFA Rachel
Secrétaire adjointe	: RAURAHU Simone
Trésorière	: UFA Sergine
Trésorière adjointe	: TEREOPA Roro

**ASSOCIATION ARTISANALE ET CULTURELLE
MAVE MAI NO TE MATA HOU***(Récépissé n° 1854-97 DRCL/A du 18 décembre 1997)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 1er décembre 1997, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de MAVE MAI NO TE MATA HOU (l'accueil aux voyageurs).

L'association a pour objet l'organisation d'accueils, de danses et d'animations touristiques afin de promouvoir et de développer l'île sur le plan touristique, de même que la défense des intérêts des artisans membres contribuant au développement de l'activité de cette association.

Son siège social est fixé au domicile de la présidente, B.P. 218 Taiohae, vallée Pakiu (Nuku Hiva).

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEIKITEETINI Sidonie
Vice-président	: TAUPOTINI Pua
Secrétaire	: MAITIHE Maire
Secrétaire adjointe	: HAITI Yolinda
Trésorière	: TEHUITUA Mearie
Trésorière adjointe	: AH SCHA Lucie

ASSOCIATION VAHINEMOE*(Récépissé n° 9-98 DRCL du 7 janvier 1998)***Extraits de statuts**

L'association VAHINEMOE fondée le 25 septembre 1997, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- la création d'orchestre ;
- l'activité culturelle ;
- l'artisanat ;
- le sport.

Elle a son siège social à Manihi, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FAURA Pitori
Secrétaire	: NAPUAUHI Eugénie
Trésorière	: FAURA Hilda
Assesseurs	: FAURA Frida
	: TERITAUMIHU Vaianui

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 2

Premier tirage du mercredi 7 janvier 1998 :

5 26 31 36 38 42

Numéro complémentaire : **28**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	70.668.727
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	1.834.363
5 bons numéros.....	352	143.090
4 bons numéros et numéro complémentaire....	942	6.362
4 bons numéros.....	19.416	3.181
3 bons numéros et numéro complémentaire....	27.185	618
3 bons numéros.....	380.297	309

Deuxième tirage du mercredi 7 janvier 1998 :

13 14 15 38 41 42

Numéro complémentaire : **49**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	302.626.909
5 bons numéros et numéro complémentaire....	5	2.877.727
5 bons numéros.....	216	230.363
4 bons numéros et numéro complémentaire....	546	8.472
4 bons numéros.....	14.863	4.236
3 bons numéros et numéro complémentaire....	22.051	690
3 bons numéros.....	344.858	345

LOTO NATIONAL N° 3

Premier tirage du samedi 10 janvier 1998 :

4 9 11 36 39 40

Numéro complémentaire : **26**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	<i>Pas de gagnant sommes redistribuées</i>	
5 bons numéros et numéro complémentaire....	16	11.395.000
5 bons numéros.....	640	101.454
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.278	5.054
4 bons numéros.....	31.379	2.527
3 bons numéros et numéro complémentaire....	38.423	508
3 bons numéros.....	570.602	254

Deuxième tirage du samedi 10 janvier 1998 :

7 13 17 36 38 49

Numéro complémentaire : **3**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	6	167.448.545
5 bons numéros et numéro complémentaire....	23	816.272
5 bons numéros.....	929	70.272
4 bons numéros et numéro complémentaire....	2.490	3.380
4 bons numéros.....	45.543	1.690
3 bons numéros et numéro complémentaire....	60.942	400
3 bons numéros.....	711.721	200

NOTE D'INFORMATION

Pour compter de l'année 1998,
les prestations et fournitures
du service de l'IMPRIMERIE OFFICIELLE
sont assujetties à la T.V.A.